

UN
Gouvernement arabe à Damas
Le Congrès Syrien

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 1^{er} Juin 1923 à 4 h. 1/2

PAR

Philippe DAVID

Breveté de l'Ecole Coloniale

Administrateur Adjoint des Colonies

Détaché au Haut Commissariat de la République Française en Syrie et au Liban

Président : M. PERREAU, professeur

Suffragants { MM. BASDEVANT } *professeurs*
 { GIDEL }

PARIS (V^e)

MARCEL GIARD, Libraire-Éditeur

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1923



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.***

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

UN

Gouvernement arabe à Damas

Le Congrès Syrien

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 1^{er} Juin 1923 à 4 h. 1/2

PAR

Philippe DAVID

Breveté de l'Ecole Coloniale

Administrateur Adjoint des Colonies

Détaché au Haut Commissariat de la République Française en Syrie et au Liban

Président : M. PERREAU, professeur

Suffragants { MM. BASDEVANT } *professeurs*
 { GIDEL }

PARIS (V^e)

MARCEL GIARD, Libraire-Éditeur

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1923



CHAPITRE PREMIER

L'occupation

Le régiment français de cavalerie du détachement de Syrie-Palestine, après avoir remonté la haute vallée du Jourdain, avait, le 30 septembre 1918, occupé les hauteurs, à l'Ouest de Damas, et cerné dans les gorges du Barada des éléments turco-allemands qui furent décimés par le feu des mitrailleuses.

Par le Sud, venant de la région du Hauran, les avant-gardes de l'armée du Hedjaz atteignaient les faubourgs de la ville.

La population damascaine ne doutait plus de sa libération.

Des notables se réunirent dans le quartier du Kanaouat, chez l'un d'entre eux, Mahmoud el Barody, et décidèrent qu'une délégation se rendrait auprès de Ahmed Djemal Pacha, commandant la 4^e armée turque.

Ce fut au colonel Chueri Pacha Ayoubi qu'échut le redoutable honneur de faire comprendre au dictateur toutes les graves conséquences que pouvait avoir

pour la population syrienne son obstination à ne pas vouloir quitter la ville où il avait installé son quartier général et que, depuis quatre ans, il terrorisait.

Djemal Pacha, moins par générosité que parce que qu'il se rendait compte que les habitants de Damas ne lui apporteraient aucune aide dans sa résistance à l'avance des Alliés, confia à Chucri Pacha le soin de veiller à la sécurité de la ville ; et, le 30 septembre, à deux heures de l'après-midi, discrètement, il quitta le pays dont il avait été le vice-roi.

Le colonel Chucri Pacha Ayoubi tenait ses pouvoirs de Djemal Pacha ; cela suffisait à le rendre suspect à beaucoup de damascains.

L'abandon du pays par les autorités ottomanes, la suspicion dont était entouré Chucri Pacha Ayoubi posaient un problème qui devait être résolu, avant même l'entrée des Alliés, si on voulait éviter au territoire la période de désorganisation qui résulte fatalement de l'effondrement d'une autorité basée sur la force.

Il fallait organiser un pouvoir effectif, susceptible d'être obéi.

Ce furent les Emirs Abdou (Abd el Kader) et Saïd (Mohammed Saïd) el Djezairi, de la puissante maison des Abd-el Kader, qui crurent pouvoir assumer cette lourde tâche.

Les Abd el Kader incarnaient aux yeux des populations syriennes la résistance aux doctrines pantouraniennes dont Djemal Pacha avait été le sanguinaire

propagateur. Cinq membres de leur famille, fils ou petits-fils du Chef algérien, avaient été, au cours de la guerre, assassinés par ordre des autorités militaires ottomanes.

Dès le 29 septembre, ils avaient organisé, à leurs frais, une milice de 15 à 1800 moghrébins qui protégea les chrétiens et les juifs; à cette milice fut confiée la garde de tout ce qui sollicite d'habitude l'envie des pillards et des fanatiques: les administrations publiques, les banques, les habitations des étrangers. L'ordre fut assuré. Mais les nouvelles autorités ne s'attribuèrent pas qu'une fonction éphémère; tandis que l'Emir Saïd lançait des télégrammes de propagande hachimite¹, son frère l'Emir Abdou accomplit un grand geste politique qui fut accueilli avec enthousiasme par ses compatriotes: il rompit avec l'Empire Ottoman en proclamant l'indépendance de la Syrie; et le drapeau chérifien fut hissé sur le Seraï el Hakouma.

Les patriotes syriens espéraient qu'à leur arrivée les troupes alliées consacraient un état de fait qui répondait à leurs aspirations. Le Haut-Commandement anglais ne le voulut pas; il retarda la marche des avant-gardes britanniques, qui cédèrent le pas aux troupes chérifiennes: 1800 réguliers, disent des documents officiels, et les hordes des combattants auxiliaires, Bédouins ou Druzes, venus pour piller.

1. Le roi du Hedjaz, Hussein Ibu Ali, est le chef de la famille des Hachem.

Au lieu où, selon la tradition, Saül entendit la voix du Seigneur et que les Musulmans appellent « Khadem » le Pas, point extrême atteint par le prophète Mohamed dans sa chevauchée victorieuse vers le Nord, le Général Allenby fit de l'Emir Fayçal Ibn Hussein le Libérateur de la Syrie.

Le 1^{er} octobre, au matin, l'Emir Fayçal était à Damas.

Deux pouvoirs sont en présence : celui des Abd el Kader qui, pendant 48 heures, a maintenu l'ordre mais ne pouvait prétendre reposer sur l'acte volontaire d'un pays rendu libre ; en face se dresse le pouvoir de l'Emir Fayçal, chef de la force occupante.

Les deux pouvoirs se toléreront-ils ? Assistera-t-on à l'établissement d'un condominium qui consacrerait l'existence du régime nouveau ; ou bien la proclamation de l'indépendance de la Syrie n'aura-t-elle été qu'une manifestation sans lendemain ?

Le problème ne fut même pas posé.

Les forces alliées, en pénétrant en Syrie, occupaient un territoire ottoman ; et tandis que l'Emir Fayçal faisait dans Damas une entrée triomphale à la tête de l'armée du Hedjaz, le Chérif Nacer, son oncle arrêtait l'Emir Saïd que ses sentiments francophiles avaient rendu suspect à l'Etat-Major anglo-arabe et prenait sa place pour quelques heures.

A midi, l'ancien général ottoman Riza Pacha Rikabi, un damascain, était nommé gouverneur général.

Cette dernière mesure était habile; elle rassura les esprits troublés par l'arrestation de l'Emir Saïd, et apparut comme une promesse des autorités occupantes de confier aux notables syriens la direction des affaires publiques.

En droit, la théorie d'une phase intermédiaire entre le régime ottoman et le régime militaire interallié n'était pas admissible. L'autorité des Abd el Kader n'aurait pu prouver cette vitalité qui donne le moyen de se faire obéir qu'en se maintenant assez pour remettre en marche la machine administrative, inerte depuis la fuite des fonctionnaires ottomans, et recueillir l'adhésion des populations.

En fait, personne — ou presque — ne songea à discuter la légitimité du pouvoir nouveau. Les populations syriennes, trop peu habituées à l'usage de la liberté pour y attacher un grand prix, ne ressentirent aucune appréhension de la disparition d'un régime qui avait réalisé leur indépendance sous une forme trop éphémère pour laisser une empreinte durable. La proclamation des Abd el Kader n'avait d'ailleurs eu d'écho qu'à l'intérieur des murs de la ville de Damas; à peine les grandes villes du Nord, Homs, Hama, Alep, la connurent-elles que déjà arrivaient les troupes d'occupation envoyées par Fayçal.

Ainsi, en quelques jours, en quelques heures, une situation nouvelle était créée qui posait un problème de nature juridique.

Du moment qu'il n'y avait pas eu, dans le laps de temps qui s'étendit entre le départ des derniers fonctionnaires ottomans et l'arrivée des troupes alliées, constitution d'un nouveau régime, il fallait considérer les provinces syriennes comme faisant encore partie de l'Empire ottoman.

L'armée de Fayçal occupait des territoires ennemis.

Comment les autorités militaires arabes vont-elles pratiquer l'occupation ?

Les droits de l'occupant ont été nettement précisés par la deuxième conférence de La Haye.

Les pouvoirs de la puissance occupante, dit Bonfils-Fauchille, sont limités aux nécessités de la guerre; ces nécessités satisfaites, aucune atteinte ne doit être portée aux lois du pays. C'est en ce sens que sont rédigées les « Instructions sur l'Administration des Territoires ennemis occupés » qui furent adressées aux autorités occupantes le 24 octobre, par Sir L. J. Bols, major général du commandant en chef, Sir Edmund Allenby.

Les régions conquises par les armées alliées sont divisées en trois zones d'administration, chacune d'elle ayant à sa tête un Administrateur en chef « directement responsable vis-à-vis du Commandant en Chef pour toutes les questions. »

Les Administrateurs en Chef furent invités à bien se pénétrer de cette idée que « l'occupation militaire est temporaire et provisoire et ne peut en aucune

façon préjuger du règlement final qui sera établi à la Conférence de la paix. En conséquence, il leur est formellement interdit d'entreprendre aucune propagande politique. »

D'ailleurs, dès le mois de septembre, le général Emir Fayçal avait reçu de son chef Sir Edmund Allenby l'ordre de se « cantonner strictement dans son rôle militaire et de n'installer aucun rouage administratif ».

Les instructions adressées par le commandant en chef au colonel de Piépape¹ au début d'octobre, s'inspirent des mêmes préoccupations : « J'entends maintenir le Gouvernement que j'y trouverai (à Beyrouth), et laisser à celui qui le dirige le soin d'assurer le fonctionnement de toute l'administration ».

Sir Edmund Allenby n'alla pas jusqu'à confiner ses subordonnés dans un rôle strictement militaire ; les « Instructions » du 24 octobre, première application d'un arrangement franco-britannique ratifié par un échange de lettres entre MM. Balfour et Cambon sous la date du 19 octobre, en font des Chefs d'Administration, responsables du fonctionnement des grands services publics auxquels ils doivent pourvoir par leurs propres moyens, tout en se conformant aux lois militaires anglaises et en respectant, autant que possible « le système turc de Gouvernement » et l'organisation administrative déjà existante.

1. Le Colonel de Piépape commandait le Détachement français de Palestine Syrie.

Ainsi donc, après entente entre la France et la Grande-Bretagne, les territoires ennemis occupés d'Asie Mineure sont divisés en trois zones d'influence sous l'autorité du général Allenby, chef suprême de l'Administration :

Zone Sud, comprenant le sandjak indépendant de Jérusalem, et les sandjaks de Naplouse et d'Acre.

Administrateur en chef : le Major-Général Sir A. Money.

Zone Nord, comprenant la ville de Beyrouth, les sandjaks du Liban, de Tripoli et de Lattakieh, les cazas de Hasbaya, Rachaya, Baalbek, Jisr-es-Shogour, Antioche, Harim, Beilan et Alexandrette.

Administrateur en chef : Colonel de Piépape.

Zone Est, comprenant les districts situés à l'Est des zones sud et nord, jusqu'aux limites nord des cazas de Jebel-Saman et de El-Bab.

Administrateur en chef ¹: le chérifien Ali Riza Pacha Er Rikabi.

Cesectionnement des pays syriens n'était que l'application d'un accord franco-britannique, dit Sikes-Picot, qui fut confirmé le 9 mai 1916, par un échange de lettres entre M. Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres, et Sir Edward Grey, Ministre des Affaires Etrangères de Grande-Bretagne.

1. Traduction littérale de l'expression anglaise « chef-administrateur ». Les documents de langue arabe portent : « Hakim el Askari », qui peut se traduire par « gouverneur général militaire ».

Aux termes de l'accord Sykes-Picot, les territoires de l'Asie Mineure qu'il était dans l'intention des Alliés de détacher de l'Empire Ottoman se divisaient en cinq zones, bleue, rouge, brune, A et B.

Dans les zones bleue et rouge, les Puissances contractantes s'autorisent « à établir telle administration directe ou indirecte et tel contrôle qu'elles désirent et qu'elles jugeront convenable d'établir après entente avec l'Etat ou la Confédération d'Etats arabes »

A la France, la zone bleue (Syrie littorale, Cilicie, le Kurdistan jusqu'à Diarbékir et la haute vallée du Tigre); à la Grande-Bretagne, la zone rouge (basses vallées du Tigre et de l'Euphrate, du golfe Persique à la région de Bagdad incluse).

La France et la Grande-Bretagne sont disposées à reconnaître et à protéger un Etat arabe indépendant ou une Confédération d'Etats Arabes dans les zones A et B. Dans la zone A : la France, et dans la zone B : la Grande-Bretagne, auront un droit de priorité sur les entreprises et les emprunts locaux et seront seules à fournir des conseillers ou des fonctionnaires étrangers à la demande de l'Etat arabe ou de la Confédération d'Etats arabes.

La zone A comprenait la Syrie intérieure avec Damas-Alep, et la Haute Mésopotamie jusqu'au delà de Mossoul; la zone B, le désert de Syrie et la moyenne Mésopotamie.

Enfin, dans la zone brune (Palestine, moins Haïffa et Saint-Jean d'Acre, accordés à la Grande-Bretagne) sera établie une administration internationale dont la forme devra être décidée après consultation avec la Russie, et ensuite d'accord avec les autres alliés et les représentants du Chérif de la Mecque.

Par rapport à l'accord Sykes-Picot, les limites données par le général Allenby aux territoires placés sous l'administration française réduisaient au Sud la zone bleue du district de Safed et l'étendait légèrement à l'Est de la partie Nord-Est du caza de Baalbek, voisine de la route Homs-Damas; mais il convient d'ajouter que, par décision du Commandant en chef, le Colonel de Piépape ne fut pas autorisé à étendre son administration aux cazas de Hasbaya, Racheya et Baalbek¹ où les Gouverneurs arabes installés par les autorités chérifiennes devaient, jusqu'à nouvel ordre, rester en fonctions.

Cette atteinte aux droits d'une puissance alliée ne s'explique que par le caractère que les autorités militaires chérifiennes ont voulu donner à leur occupation.

Fayçal et son entourage feignaient d'ignorer l'existence de l'accord Sykes-Picot, qui portait une grave atteinte à l'indépendance du Gouvernement arabe que la Grande-Bretagne avait promis au roi Hussein de former dans les limites suivantes : frontières d'E-

1. Ces 3 cazas sont les divisions administratives de la Bekaa, haute plaine formant une sorte de sillon médian entre le Liban et l'Anti-Liban,

gypte et Méditerranée, vilayets d'Alep et Mossoul, jusqu'au confluent du Tigre et de l'Euphrate, à l'exception de la Colonie d'Aden qui reste en dehors de ces limites.

L'Administrateur en chef de la zone Est, Riza Pacha Rikabi, n'en était pas moins lié par les « Instructions » de son chef.

Mais le texte qu'il en fit publier par le journal damascain *Lissan el Arab* ne fait aucune mention des limites occidentales et orientales de la zone Est, cependant clairement définies par le général Allenby, pas plus qu'il n'indique la nature de l'occupation, ses effets et les droits qu'elle fait naître au profit de l'occupant.

Et, bien que le général Allenby eût rappelé que « l'Administration des territoires ennemis occupés n'est ni anglaise, ni française, ni arabe, mais est une administration militaire responsable devant le Commandant en Chef seul et sous son seul contrôle », les chérifiens ne crurent pas devoir, pour organiser leur occupation, s'inspirer des formules établies par la deuxième Convention de la Haye.

Il ne s'agissait pas pour eux d'une occupation de « conquête » uniquement inspirée par des nécessités stratégiques, mais d'une occupation de « libération », l'affranchissement d'un peuple par ses frères de race et de religion. Leur geste libérateur, dans l'esprit des chérifiens, ne pouvait supporter de limites; leur prise de

possession des territoires de la zone Est devait être considérée comme le prélude de la cession définitive promise par les Alliés aux Arabes, une « *occupatio cum tacita conventionione acquisitionis.* »

C'est en donnant à l'occupation chérifienne ce caractère très spécial que l'Emir Fayçal, général allié, mais aussi et surtout représentant du roi du Hedjaz, son père, institua dans tout le pays des Gouverneurs militaires au nom du Roi des Arabes et, sans avoir même sollicité les ordres du général Allenby, lança ses troupes dans les directions de Beyrouth, de Tripoli et d'Alexandrette.

En tirant de l'occupation de telles conséquences, les autorités arabes en méconnaissaient le véritable caractère.

Les territoires syriens n'étaient pas soumis ici à l'autorité française, là à l'autorité britannique, ailleurs à une autorité hedjazienne, mais à une autorité « interalliée » représentée par le général Allenby qui, pour des raisons politiques et sans préjuger « du règlement final qui sera établi par la Conférence de la Paix », avait délégué, en termes stricts, aux Administrateurs en Chef placés sous ses ordres, une partie de ses pouvoirs.

Il fallut toute l'énergie du représentant de la France en Orient pour faire échouer — partiellement — les tentatives chérifiennes dans la zone confiée à l'administration française.

CHAPITRE II.

De l'administration ottomane à l'administration chérifienne

Des autorités chérifiennes administrent d'importants territoires ottomans; il s'agit pour elles, à la faveur de l'occupation militaire, d'ériger ces territoires en un Etat indépendant, susceptible d'entrer dans la Confédération des Etats arabes voulue par le roi du Hedjaz Hussein. Le problème est délicat qui consiste à trouver le procédé correct de transformation. En effet, comment le général Emir Fayçal, le grand animateur de la « politique d'absorption » ne se heurte-t-il pas à l'obstacle, en apparence insurmontable, que forment les « Instructions » du général Allenby dont la précision ne laisse à l'occupant chérifien aucune initiative d'ordre politique?

Une autre difficulté réside dans la délimitation de la zone Est; les territoires d'occupation chérifienne ne constituent pas une unité géographique; pour être la Syrie, il leur manque la Palestine et la région littorale; sans un débouché à la mer, allongé démesurément entre un désert et des montagnes difficilement

franchissables, un tel Etat n'est viable que s'il absorbe ou fusionne avec la Palestine et le Liban; sinon il se scindera en deux régions économiquement étrangères l'une à l'autre : le pays d'Alep tourné vers l'Anatolie, la Cicile et le Golfe d'Alexandrette; la région de Damas et du Hauran orientée vers Haïffa.

Un Etat qui ne se composerait que des territoires de la zone Est serait voué ou à l'asservissement ou à la scission. L'Emir Fayçal, qui, en toutes circonstances, se fait auprès du G. H. Q.¹ l'écho des doléances des populations syriennes, protesta contre l'état de choses créé par un découpage arbitraire de la Syrie. L'attitude de Sir Edmund Allenby n'est pas pour atténuer les effets désastreux de ce morcellement; au lieu d'établir entre les divers Administrateurs en chef une liaison profitable, au lieu de leur proposer ou de leur imposer un programme commun d'action économique et administrative, le G. H. Q., pour des raisons politiques dont le sens n'échappera à personne, réduit son intervention au minimum : chaque Administrateur en chef gère librement sa zone sans se préoccuper de ce qui se fait dans les zones voisines; absence complète de vues générales, incohérence, gâchis... Les populations syriennes ressentent plus cruellement les conséquences du fractionnement de leur pays; elles réclament l'Unité syrienne; c'est là le puissant argu-

1. Great Head Quarters, le Grand Quartier du Général Sir Edmund Allenby.

ment politique dont va user l'Emir Fayçal pour arriver à ses fins; et le G. H. Q. verra sans déplaisir un Etat se constituer sans aide étrangère apparente dans une zone où l'influence française devait être prépondérante.

Voilà pourquoi les instructions du chef de l'administration des territoires ennemis occupés devaient rester lettre morte.

Débarrassé en fait de l'étreinte hiérarchique, libre d'agir à sa guise dans une zone administrée par « ses » fonctionnaires tout dévoués, il restait à Fayçal à gagner le peuple de Syrie, sans le concours duquel son entreprise d'émancipation était vouée à un échec.

En Syrie musulmane, comme dans la plupart des pays d'Islam, l'opinion publique n'est faite que par les chefs des familles puissantes, dont tous les efforts tendent à organiser la défense de leurs intérêts particuliers, par les fonctionnaires ou par ceux qui aspirent à le devenir.

Fayçal voulait se rendre favorable cette opinion publique que la rapidité des événements avait désorientée. Son sens de politicien, sa profonde connaissance des populations syriennes au milieu desquelles il avait vécu pendant les premiers mois de la guerre alors que, simple officier de l'armée ottomane, il servait à l'Etat-Major de Djemal Pacha, l'avertirent qu'il n'arriverait à ses fins qu'en ménageant les éléments nationalistes.

L'Emir avait dit ses intentions; oubliant ses origines lointaines, il sut flatter le patriotisme de ses auditeurs à l'imagination féconde en leur donnant un thème de rêveries infinies : l'indépendance absolue de la Syrie intégrale. Il n'était plus le général commandant l'armée d'occupation d'une des trois zones militaires créées par les Alliés; il n'était pas un conquérant, mais le libérateur d'un peuple opprimé.

Et lorsqu'il dut recourir à la violence pour vaincre l'opposition de quelques familles damascaines sincèrement dévouées aux intérêts français, qui croyaient dangereux pour l'avenir de leur pays ses projets, grandioses certes, mais si pleins d'un inconnu redoutable, ce ne fut jamais sans invoquer, au nom du sentiment national syrien, la nécessité de protéger la Syrie contre tout ce qui pourrait représenter dans le pays l'influence étrangère — l'influence française.

Les efforts de Fayçal pour créer à son profit un Etat arabo-syrien auraient sans doute été vains, s'il n'avait fait appel qu'au sentiment nationaliste des populationssyriennes; il n'oublia pas qu'il s'adressait à un peuple de marchands et qu'il pouvait, en favorisant la reprise du commerce, gagner le cœur des hésitants ou des indifférents. Il fut bien servi par les circonstances.

La population fut ravitaillée. Les marchandises que, depuis le commencement de la guerre, les commerçants tenaient cachées de peur des réquisitions de

l'autorité militaire ottomane trouvèrent dans les soldats du corps d'occupation de faciles acquéreurs. La monnaie égyptienne remplaçait le papier turc déprécié et les bons de réquisition; les transactions reprirent avec les tribus bédouines enrichies par la guerre; et, signe des temps heureux, l'or reparut chez les changeurs. L'homme du Souk fut satisfait du régime nouveau.

Prospérité factice, sans doute due pour une grande part aux libéralités des agents anglo-hindous, mais qui contentait une population plus attachée aux réalités, même médiocres, du temps présent qu'aux plus brillantes perspectives. A un observateur superficiel, l'adhésion des esprits à la politique chérifienne pouvait paraître complète lorsque l'Emir Fayçal partit pour Paris défendre, au nom de son père, à la Conférence de la Paix, le droit des pays de langue arabe à s'organiser en une confédération d'Etats indépendants.

Le Hedjaz, puissance occupante, n'était guère représentée en zone Est que par quelques bandes de Bédouins faméliques, attachés à la fortune de l'Emir Fayçal; cet Etat ne pouvait prétendre avec ses pauvres ressources humaines assumer la charge de l'administration d'un pays vaste et civilisé.

Tandis que la zone Ouest ¹ était soumise à un pou-

1. La zone Nord, administrée par la France, devint zone Ouest au début de 1919.

voir d'essence étrangère, d'une occupation interalliée, Fayçal fit, en zone Est, une occupation militaire syrienne, sans soldats syriens, 'ou presque.

Fayçal recrute les fonctionnaires nécessaires à l'occupation dans la population locale; l'administrateur en chef de la zone est Damascaïn; les gouverneurs militaires, leurs adjoints civils sont, eux-aussi, d'origine syrienne.

Les hauts fonctionnaires turcs sont remplacés par des Syriens, leurs subordonnés de la veille. De nouveaux postes sont créés auxquels sont attachés des titres flatteurs. Damas eut, à l'instar de Constantinople, son Conseil d'Etat, sa Cour de Cassation, des Directions générales bientôt transformées en Ministères. Les caïmacamats¹ de Homs et de Salt devinrent des mutessarifîés; des nahiés furent érigés en cazas.

Il y eut dans toutes les branches de l'administration un avancement inespéré.

Se conformant en cela aux instructions du général Allenby, les autorités chérifiennes n'apportèrent aucune modification profonde dans les services locaux; toutefois, les différents organes de l'administration militaire ottomane furent supprimés et l'administration du vilayet, transformée pendant la guerre par le régime de l'état de siège, fut reconstituée.

1. Les vilayets sont divisés en sandjaks (ou mutessarifîés), les sandjaks en cazas, les cazas en nahiés, les nahiés en cariyés. (Loi ottomane du 3 août 1325 sur l'administration du vilayet. Art. premier).

Dans l'organisation administrative ottomane « basée sur le principe de l'extension des pouvoirs et de la répartition des charges » le vilayet (nous dirions en France : la province) apparaît doué d'une assez large autonomie qui n'exclut pas cependant la tutelle méfiante du pouvoir central ¹.

Le Vali est le chef de l'administration générale et l'autorité supérieure du vilayet. Nommé par l'iradé impérial rendu sur la proposition du Ministre de l'Intérieur après approbation du Conseil des Ministres, révocable dans les mêmes formes, le Vali a la double qualité de représentant du pouvoir central et de chef du pouvoir local.

Chef du pouvoir local, il préside le Conseil administratif du vilayet composé des principaux fonctionnaires, ses collaborateurs immédiats : le naib ou chef de la Justice, le defterdar ou directeur des finances, le mektoubdjé (sorte de secrétaire général), le directeur de l'Instruction publique, l'ingénieur en chef des travaux publics, le directeur de l'agriculture, le mufti, les chefs religieux ainsi que des membres nommés par voie d'élection.

Le Conseil administratif juge les fonctionnaires, procède aux adjudications suivant les lois et règlements en vigueur, intervient dans la confection des contrats

1. C'est la Charte constitutionnelle du 23 décembre 1876, mise en vigueur par un Hatt impérial du 4 redjeb 1324. 19 juillet 1908, qui consacre la division de l'Empire Ottoman en vilayets.

et conventions intéressant le vilayet, met aux enchères les revenus de la dîme et autres droits ; il administre les propriétés mobilières et immobilières du vilayet ; enfin il « surveille l'exécution des lois et règlements. »

Chaque vilayet a un Conseil général dont les membres sont élus à deux degrés et par caza à raison d'un membre par 12.00 habitants ou fraction supplémentaire.

Sous la présidence du Vali, le Conseil général tient une session annuelle au cours de laquelle est discuté et voté le budget du vilayet ; cette assemblée a des attributions en matière d'emprunt et de travaux publics. Les décisions prises par le Conseil général du vilayet sont rendues définitives par l'approbation du Vali ; le Vali a un délai de 20 jours pour y faire opposition ; dans cette éventualité, si le Vali maintient son opposition, c'est au Conseil d'Etat de Constantinople qu'il appartient de trancher le différend.

A l'ouverture de chaque session, le Vali rend compte de l'exécution des décisions prises par le Conseil général durant la précédente session ; si les explications que le Vali fournit à ce sujet ne sont pas admises par les deux tiers des membres du Conseil général, un procès-verbal est rédigé et transmis au Ministre de l'Intérieur.

Le Conseil général élit chaque année, à la fin de la session ordinaire, la Commission du Vilayet, composée de quatre membres choisis dans son sein. Les attri-

butions de cette commission sont définies par l'article 144 de la loi du 13 août 1325 ; en l'absence du Conseil général, c'est à elle qu'est confiée la garde des intérêts matériels du vilayet ; elle contrôle les dépenses, rédige les actes d'adjudication, enchères etc... faits au nom du vilayet, opère des virements dans un même chapitre, vote des crédits additionnels, donne son avis au sujet des entreprises d'utilité publique et « pour toutes questions qui lui sont soumises par le vali » ; à chaque session annuelle, la Commission du vilayet présente au Conseil général un rapport relatif à l'exécution des décisions prises par ce Conseil.

Le vilayet est divisé en sandjaks, cazas, nahiés et cariyés.

A la tête du sandjak est le mutessarif ; à la tête du caza, le caïmakan ; chacun de ces fonctionnaires est assisté d'un Conseil administratif qui, par ses attributions et sa composition, ressemble au Conseil administratif du vilayet.

Le mudir administre le nahié sous le contrôle du caïmakan ; le cariyé, la plus petite circonscription administrative, est administré par un mouktar élu par les habitants et assisté d'un Conseil des Anciens.

Les autorités occupantes purent adapter cette organisation administrative aux circonstances nouvelles sans la modifier profondément ; elles confirmèrent les pouvoirs des Conseils administratifs et des Conseils de municipalité des grandes villes ; les attributions

de ces assemblées restèrent ce qu'elles avaient été sous le régime ottoman. Il n'y eut de modifications importantes que la suppression du Conseil général et la superposition à l'administration civile d'une administration militaire confiée à des Gouverneurs militaires, subordonnés immédiats de l'Administrateur en chef.

Bien que, dans ses grandes lignes, l'ordre administratif ottoman ait été respecté, nous allons assister à un mouvement de centralisation des services autour de la seule autorité commune à l'ensemble de la zone : l'Administrateur en chef.

La zone Est, telle qu'elle a été définie par le général Allenby ne correspond pas, en effet, à une unité administrative du régime ottoman, mais est constituée d'une partie des vilayets d'Alep et de Damas. Depuis que ces territoires ont été affranchis de la domination de Constantinople, la liaison entre les pouvoirs locaux de Damas et d'Alep est établie par le pouvoir militaire de Damas..

Par la force même des choses, l'administration militaire devait se substituer au Gouvernement impérial et s'entourer d'organismes nouveaux, créés sur le modèle de ceux de Constantinople, et sans lesquels un trouble profond aurait, sans tarder, paralysé les services publics.

Le Vali échappe au contrôle du Gouvernement du Sultan ; c'est à l'Administrateur en chef que, désormais, il rendra compte de ses actes.

CHAPITRE III.

L'administration centrale de la zone Est

C'est un acte du 6 novembre 1918 qui jette les premières bases d'une Administration centrale de la zone Est.

La zone Est¹ sera administrée par un Gouverneur général militaire, assisté de Directeurs généraux; un Conseil d'Etat est créé qui a des attributions législatives et administratives.

Le statut organique du 6 novembre 1918 ne s'inspire que d'une façon lointaine des Instructions du 24 octobre; il est manifeste que les autorités chérifiennes s'accommodent mal des directives données par le Haut Commandement Britannique; elles se refusent à n'être que les auxiliaires du représentant des Puissances Alliées.

« Le Gouverneur général militaire sera désigné par le Sultan des Arabes² ou son délégué³ »; cet article pre-

1. Les rédacteurs du statut organique ont usé d'une formule vague : « le pays... ».

2. Le Chérif de la Mecque, le Roi du Hedjaz Hussein ibn Ali.

3. L'Emir Fayçal.

mier donne au statut toute sa signification : l'occupation de la zone Est est chérifienne ; le Gouverneur général est responsable devant le Chérif de la Mecque dont il n'est que le délégué ou plus exactement le sous-délégué.

Le Gouverneur général est chef du pouvoir exécutif : il a pour tâche de maintenir l'ordre ; il sanctionne les actes législatifs du Conseil d'Etat ; comme chef de l'administration, il contrôle les services gouvernementaux : les directions générales de l'Intérieur, de la Justice, des Finances, du Chérié¹, de la Guerre, de l'Hygiène, de la Sûreté, de l'Instruction publique, des Renseignements, des Immeubles, de l'Agriculture, des Travaux-Publics, des Tribus ; il a droit de révocation et de nomination ; toutefois, la nomination des directeurs généraux, des gouverneurs militaires, des chefs de service, des officiers et de membres du Conseil d'Etat doit être approuvée par l'Emir Fayçal, délégué du roi du Hedjaz (art. 8 et 9).

Le Gouverneur général doit rendre compte de ses actes au Conseil d'Etat, à la demande des deux tiers des membres de cette Assemblée (art. 2). Contrôle illusoire ! C'est le Gouverneur général qui désigne à l'approbation du délégué du roi du Hedjaz les membres du Conseil d'Etat et préside leurs réunions (art. 3).

L'article 4 du Statut définit les attributions du

1. Les tribunaux religieux.

Conseil d'Etat¹; cette Assemblée, composée de 6 à 15 membres², édicte des « lois et règlements provisoires » qui seront rendus exécutoires par le Gouverneur général, après approbation du délégué du Roi; elle donne obligatoirement son avis pour toute création, suppression ou réorganisation de services administratifs; elle contrôle l'administration.

Enfin, le Conseil d'Etat vote le budget³.

Une Cour de Cassation composée d'un Président, de quatre Conseillers et de quatre Conseillers-adjoints fut créée dès les premiers mois de l'occupation. Cinq Cours d'Appel, trente-six tribunaux de première

1. Le Conseil d'Etat de la zone Est fut créé le 18 octobre 1918, par un ordre du Général Commandant en Chef les armées arabes du Nord; c'est le titre officiel de l'Emir Fayçal.

Le statut organique du 6 novembre 1918 n'a rien innové en la matière; tout au plus a-t-il précisé certaines formules de l'acte créant le conseil.

D'ailleurs ces textes chérifiens ne font que reproduire, dans ses grands traits, la loi ottomane du 8 Zilhicadi 1284 (2 avril 1868) instituant un Conseil d'Etat de l'Empire Ottoman.

2. Dès février 1919, le Conseil d'Etat se composait de 15 membres.

3. Voici quelques lignes, extraites d'un rapport d'un agent français, qui jugent l'œuvre du Conseil d'Etat en matière budgétaire : « Le projet de budget de la zone Est pour 1919, discuté par le Conseil d'Etat chérifien au cours du mois de janvier, révèle une telle inexpérience qu'il mérite à peine d'être pris au sérieux... Par ignorance ou par calcul, le Conseil d'Etat n'a pas cru devoir, dans l'élaboration du budget, s'inspirer des méthodes européennes, ni même adopter à titre de modèle un projet de budget de l'ancien Empire Ottoman.

Le budget chérifien ne comprend aucun exposé des motifs, aucun article de loi : ce n'est pas une loi de finances, mais un simple tableau d'ensemble extrêmement sommaire comprenant 37 articles de recettes et 33 articles de dépenses... »

Malgré le manque de sincérité des évaluations budgétaires, le projet de budget laisse apparaître un déficit de 128.219.290 piastres égyptiennes.

instance, cinq Justices de paix complétaient l'organisation judiciaire de la zone Est¹.

La création d'un Conseil d'Etat et d'une Cour de Cassation, en brisant le lien tout théorique qui unissait encore les vilayets de la zone Est au pouvoir de Constantinople, était un premier pas vers l'autonomie administrative des pays occupés par les Arabes.

Un effort parallèle devait être fait par les Chérifiens pour libérer leur administration du contrôle britannique; les interventions incessantes de l'Emir Fayçal dans les affaires de la zone Est n'avaient pas peu contribué à dénaturer le caractère original du pouvoir de Damas qui, d'un simple organe de transmission des ordres du G. H. Q. se transformait peu à peu en une autorité disposée à assumer, en pleine indépendance, la puissance publique.

Dès le début de l'occupation, un pouvoir s'était constitué que les documents budgétaires appellent la « Maison civile et militaire » de l'Emir Fayçal; ses attributions n'avaient pas été définies; mais l'énormité des crédits qui lui furent affectés en dit tout l'importance: plus de 300.000 L. E. pour l'année 1919. De cette al-

1. En raison de l'état de guerre, plusieurs tribunaux militaires — des Conseils de Guerre — fonctionnaient en zone Est; au-dessus était un Conseil de Révision militaire. Ce Conseil de Révision ne tarda pas à être supprimé. Le Conseil d'Etat décida, le 27 mai 1919, que les jugements des tribunaux militaires seraient soumis à l'examen de la Cour de Cassation.

location, que l'on considère comme « liste civile » et comme « fonds politiques », l'Emir dispose à son gré sans avoir à produire aucune justification.

Dotée de puissants moyens, la « maison » de l'Emir exerce sur toute la zone Est un contrôle politique qui s'affirme de jour en jour plus efficace. La personnalité du prince arabe est telle qu'aux yeux des populations l'administrateur en chef — un pacha — apparaît comme un simple comparse.

Restait à consacrer par un texte cette haute autorité qui s'était imposée en zone Est.

Le 6 août 1919, les principaux fonctionnaires, réunis au Séraï de Damas sous la présidence de l'Emir Fayçal, décident d'apporter à l'administration de la zone Est de profondes modifications. Un Conseil des Ministres, « Medjless el Ouzara », est créé.

Sur l'intervention du G. H. Q., le « Medjless el Ouzara » est aussitôt transformé en un Conseil des Directeurs. Mais le titre seul est changé; les attributions de ce Conseil en font un véritable ministère; Fayçal, qui le préside, se réserve toutes les prérogatives d'un souverain.

Voilà le texte du « règlement du Conseil des Directeurs, approuvé par S. A. R. l'Emir » qui organise le Gouvernement chérifien.

« *Article premier.* — Le pays sera administré par un Gouverneur général et par des chefs de service; chacun

de ces derniers sera chargé d'une section des affaires du Gouvernement. Ils formeront avec le gouverneur général un Conseil placé sous notre présidence ou sous celle du Gouverneur général qui le présidera en notre nom. Ce Conseil sera dénommé le Conseil des Directeurs et toutes les affaires importantes d'ordre général seront de son ressort.

Article 2.— Les directeurs mentionnés à l'art. premier sont actuellement : le Directeur des Services intérieurs, le Reiss Diwan Ech Chora el Harbi¹, (en attendant la nomination d'un chef du département de la Guerre), le Directeur des Finances, le Directeur de la Justice, le Directeur de l'Instruction publique, le Président du Conseil d'Etat (Medjless Chora) et le Chef de la Sûreté. Si l'un d'eux est absent, son *locum tenens* le remplacera de droit, à la condition d'avoir une délégation approuvée par nous. Dans le cas contraire ce *locum tenens* pourra être convoqué par le Conseil pour fournir toutes explications sur les affaires relevant de son département.

Article 3. — Chacun des Directeurs expédiera régulièrement celles des affaires de son département qui sont de sa compétence, conformément aux lois et règlements en vigueur. Il soumettra les autres au Gou-

1. Le Président du Conseil de Guerre.

verneur général qui, à son tour, les présentera au Conseil des Directeurs; après délibération, les décisions seront soumises à notre approbation.

Article 4. — Le Conseil des Directeurs est collectivement responsable de la politique intérieure du Gouvernement et chacun de ses membres est personnellement responsable des affaires relevant de son département.

Article 5. — Les questions qui doivent être soumises à l'étude du Conseil des Directeurs sont les suivantes:

- 1^o Les questions relatives à la politique intérieure;
- 2^o Les affaires pouvant engager la responsabilité collective du Conseil;
- 3^o Les matières nécessitant une décision du Conseil conformément aux lois en vigueur;
- 4^o Les questions ordonnées par nous;
- 5^o Réalisation des emprunts;
- 6^o Exécution de mouvements militaires relatifs à la guerre;
- 7^o En cas de nécessité absolue et urgente, ordonnancement de dépenses non prévues au budget;
- 8^o Octroi de concessions et conventions y relatives;
- 9^o Elaboration de règlements administratifs et promulgation d'arrêtés qui auront force de loi en attendant la réunion d'un Conseil législatif;
- 10^o Questions importantes d'ordre politique et administratif;

11° Toutes questions enfin que le Conseil jugera utile de discuter en raison de leur importance ;

Article 6. — Toutes les décisions du Conseil des Directeurs devront être soumises à notre approbation que Nous nous réservons la faculté d'accorder ou de refuser.

Article 7. — Les directeurs pourront, sans l'intervention du Conseil, rédiger, pour nous être présenté, un rapport relatif aux questions de leur département pour lesquelles notre approbation est nécessaire conformément aux lois et règlements.

Leurs conclusions ne seront mises en vigueur qu'après avoir été sanctionnées et contresignées par le Gouverneur général militaire et après avoir reçu notre approbation. Dans le cas où le Gouverneur général militaire se refuserait à les sanctionner, il devra soumettre la question à l'examen du Conseil.

Article 8. — Le Gouverneur général et les Directeurs ont le pouvoir de choisir et de nommer des fonctionnaires dans leurs départements respectifs, suivant les lois et règlements en vigueur.

Ces fonctionnaires, une fois confirmés, exerceront les fonctions qui leur sont confiées.

Article 9. — Le droit de grâce et d'amnistie nous est réservé.

Article 10. — Les décisions de ce Conseil seront limitées par les ordres militaires déjà existant ou par ceux qui seraient émis plus tard par le Commandant en chef, jusqu'à ce que l'avenir du pays soit déterminé.

Article 11. — Les articles ci-dessus entrèrent en vigueur dès qu'ils seront rendus exécutoires ».

Cet important règlement ne pêche pas par un excès de précision; c'est à dessein sans doute que ses rédacteurs ont usé de formules vagues n'engageant pas l'avenir et susceptibles d'être mieux acceptées par le Commandement en chef.

Tout gouvernement suppose l'existence d'un territoire sur lequel il exerce son autorité. Quelles sont les limites du territoire administré par le gouvernement chérifien? Le règlement ne les indique pas : « *Le pays sera administré.....* »

Est-ce de la seule zone Est qu'il s'agit? Certainement non. Les visées chérifiennes dépassent de beaucoup les frontières artificielles tracées par l'autorité militaire étrangère. Est-ce de la Syrie telle qu'elle est définie par les géographes? Il est permis de le supposer; mais le pouvoir de Damas a voulu ménager les susceptibilités de ses puissants voisins, sans pour cela renoncer à une parcelle des territoires syriens. Le règlement pouvait être un acte audacieux, mais non une imprudence; ses auteurs laissaient aux événements le soin d'en préciser les termes.

Le pouvoir exécutif appartient à l'Emir; il sanctionne et rend exécutoire toutes les décisions prises soit par le conseil des Directeurs, soit par un seul des Directeurs; mais, dans ce dernier cas, la décision doit, avant d'être soumise à l'approbation de l'Emir, être communiquée au Gouverneur général militaire dont l'intervention ne se manifeste que par l'apposition de sa signature ou le renvoi pour examen à l'ensemble du Conseil.

Le Gouverneur général militaire n'est plus que le simple délégué de l'Emir Fayçal.

Quant au Conseil des Directeurs il n'a d'autre rôle que d'étudier les affaires de politique intérieure : ses « décisions » ne sont que des avis que l'Emir Fayçal est libre de suivre ou de ne pas suivre.

L'article 10 admet cependant un tempérament à la toute puissance de l'Emir en subordonnant l'action du Conseil des Directeurs à l'autorité du Commandement en chef. L'article 10 constituait le seul lien — bien fragile — qui reliait encore le pouvoir de Damas au Chef de l'Administration des Territoires ennemis occupés.

Le Haut Commandement Britannique ne pouvait tolérer que son autorité fût compromise par des modifications aussi profondes de son règlement du 24 octobre.

Le Major-général, chef de l'Etat-Major de « l'Egyp-

tian Expéditionnary Force¹ », fit savoir à l'Emir Faygal tout l'intérêt que présenterait sa non-participation aux affaires et rappela fort à propos que le Commandant en chef n'avait en zone Est d'autre délégué que l'Administrateur en chef nommé par lui et responsable par devant lui. « Son Excellence le Field Marshall, commandant en Chef fait connaître que l'Administrateur en chef doit dorénavant lui soumettre, pour décision, toutes les questions qui dépassent les pouvoirs qui lui ont été délégués par lui. »

A la note du Major-général, était jointe une copie de l'acte chérifien créant le Conseil des Directeurs, corrigée par le G. H. Q².

1. Lettre du 10 septembre 1919.

2. *Article premier.* — Le territoire connu sous le nom T. O. E. Est est administré par un Administrateur en Chef et des Directeurs. A chacun de ces Directeurs sera confiée une section des affaires de l'Administration. Un Conseil, appelé « Conseil des Directeurs », sera formé pour traiter toutes les importantes questions de l'Administration.

Art. II. — Les Directeurs mentionnés à l'Art. I sont actuellement : le Directeur des Services intérieurs, le Reiss Diwan ech chora el Harbi (en attendant la nomination d'un chef du Département de la Guerre), le Directeur de la justice, le Directeur de l'Instruction Publique, le Président du Conseil d'Etat

Art. III. — Chacun des Directeurs expédiera régulièrement celles des affaires de son Département qui sont de sa compétence, conformément aux lois et règlements en vigueur. Il soumettra les autres à l'Administrateur en Chef qui, après les avoir soumises à l'examen du Conseil des Directeurs, les transmettra au Commandant en Chef, pour décision, si c'est nécessaire.

Art. IV. — Les articles mentionnés ci-dessus entreranno en vigueur à la date de la première réunion du Conseil.

Ce texte est susceptible d'être complété ou amendé avec l'approbation du Commandant en Chef,

Le Commandant en chef, tout en sanctionnant dans l'Administration de la zone Est des changements de formes qui pouvaient apparaître désirables, limite étroitement les pouvoirs du nouveau Conseil, dont la présidence incombe, non plus à l'Emir, mais à l'Administration en chef, agent direct du Quartier général.

La tentative de réforme faite par l'Emir Fayçal en plein accord avec l'Administrateur en chef ne se traduisait, en théorie, que par une réduction sensible des pouvoirs de l'Administrateur en chef, maintenant flanqué d'un Conseil des Directeurs, et que par la confirmation de l'effacement de l'Emir Fayçal en matière administrative.

En fait, cette tentative ne devait pas être sans résultat; elle marque une nouvelle étape dans la voie de l'indépendance de la Syrie intérieure.

CHAPITRE IV

Fayçal, protecteur de la Syrie

Le Field-Marshal Allenby n'avait écarté l'Emir Fayçal « de toute participation active aux affaires que pour rendre son avis plus précieux ».

Cette formule n'était pas une fin de non-recevoir polie; elle faisait de l'Emir Fayçal un intermédiaire entre le Conseil des Mudirs¹ nouvellement créé et le Maréchal Commandant en chef.

L'Emir fut avisé² que le Field Marshal Allenby « serait très content de recevoir les remarques ou recommandations de Votre Altesse sur toutes décisions du Conseil avant son envoi à son Excellence (le maréchal Allenby) pour approbation ».

Ce droit d'intervention dans l'administration de la zone Est qui lui était officiellement reconnu ne donnait à Fayçal aucun pouvoir propre de décision, mais il lui permettait de jouer un autre rôle que celui de figurant militaire.

1. Ou : Conseil des Directeurs.

2. Lettre du Chef de l'Etat major de « l'Egyptian Expéditionary Force, en date du 10 septembre 1919.

A sa double qualité de général commandant un corps allié d'occupation et de représentant du Royaume du Hedjaz à la Conférence de la Paix, l'Emir Fayçal ajoutait celle de haut conseiller du Field Marshal pour les affaires de la zone Est.

Cette reconnaissance n'était en réalité que la consécration officielle de la situation politique que l'Emir Fayçal s'était créée.

Dès la fin de l'année 1918, l'Emir avait été officiellement, sinon régulièrement, désigné par les populations de la zone Est comme leur représentant à la Conférence de la Paix où il s'était rendu pour défendre les droits du Hedjaz.

Une large publicité a été faite à l'audition du représentant hedjazien par le Comité des Dix dans sa réunion du 6 février 1919. Si les déclarations de Fayçal n'ont provoqué que la curiosité de la grande presse européenne, elles ont eu le don de soulever la vive indignation du Comité central syrien, qui, devant les délégués des cinq grandes puissances, opposa au panarabisme de Fayçal la pure doctrine du nationalisme syrien : la Syrie aux Syriens, sans qu'aucun lien politique ne la lie au Hedjaz. Le même Comité contesta à Fayçal le droit qu'il s'était arrogé de parler au nom des populations syriennes.

Les délégués des grandes puissances à qui Fayçal a reproché de ne « connaître l'Orient que par la lecture

des *Mille et une Nuits* » décidèrent de confier à une Commission internationale le soin d'aller recueillir en Syrie les desiderata de la population.

L'intervention du Comité central syrien fit sentir à Fayçal la faiblesse de sa position.

Les autorités arabo-syriennes de Damas vinrent en aide à l'Emir. Une réunion fut organisée au Palais de la Municipalité, à laquelle prit part « une foule nombreuse d'habitants de la Syrie, représentant les différentes religions de la nation, les membres du Conseil administratif local¹, du Conseil municipal, les Chefs religieux et les notables ». A l'unanimité les assistants, après avoir discuté « les graves questions actuelles », décidèrent l'envoi de deux télégrammes ; l'un à l'Emir Fayçal :

« Les habitants des pays que vous avez libérés avec le concours des Alliés du joug de la servitude ont télégraphié à la Direction du Congrès de la Paix vous constituant leur mandataire absolu auprès du dit Congrès pour lui faire connaître ses désirs et ses espérances d'indépendance complète.

« Ils attendent la réalisation de leur vœux, parce que vous êtes l'espérance de la nation entière. »

L'autre adressé collectivement :

« A son Excellence l'Emir Fayçal, à la Direction du Congrès de la paix, et à M. le Président Wilson.

1. Ou : Conseil d'Etat.

« Nous, Membres du Conseil d'Etat de la Syrie,
« du Conseil Municipal de Damas, représentants officiels des habitants, des chefs religieux et des notables de ce pays, par ce télégramme, mandations son Excellence l'Emir Fayçal pour faire connaître au Congrès de la Paix nos désirs et nos espérances d'indépendance complète. »

L'arrivée de ces deux télégrammes en Europe ne put dissiper l'équivoque qu'avaient créée les affirmations contradictoires de l'Emir Fayçal et du Comité central syrien. La question de l'avenir de la Syrie restait entière.

La manifestation de Damas n'avait fait connaître que l'opinion d'une fraction infime de la population syrienne. Dans les provinces littorales, beaucoup de Musulmans, d'Alaouites, la presque totalité des Chrétiens et des Druzes ne cachaient pas leur vive sympathie pour la France et souhaitaient ardemment que le mandat sur la Syrie lui soit accordé. La délégation libanaise avait été entendue par la Conférence de la paix ; ses déclarations furent courageusement hostiles à la création d'un royaume arabe, sous l'égide de Fayçal.

Même en zone Est, les agents chérifiens, qui cependant avaient à leur disposition de puissants moyens de séduction, n'avaient pu obtenir des autorités alépine de déclarer solennellement leur adhésion à la politique chérifienne.

L'Emir Fayçal sentit que sa présence était plus nécessaire en Syrie qu'en Europe.

La Commission internationale d'enquête qui, par suite de l'abstention de la France et de l'Angleterre, n'était plus composée que des délégués américains, allait s'embarquer ; il fallait lui préparer le terrain, activer la propagande, rallier les hésitants, exalter le nationalisme syrien. Au début de mai 1919, l'Emir Fayçal débarquait à Beyrouth, au milieu des acclamations de ses partisans venus, sur un mot d'ordre de Damas, de toutes les régions de la Syrie pour le saluer.

Fayçal fit à Beyrouth des déclarations qui eurent dans tout l'Orient arabe, attentif à sa voix, un grand retentissement ; mais c'est à Damas qu'il précisa plus complètement sa pensée dans un discours qu'il prononça, le 7 mai 1919, au Palais du Gouvernement.

Fayçal bégait¹ ; ses premiers mots furent pour s'excuser de cette infirmité auprès de ses auditeurs qui, en bons arabes, sont gens épris d'éloquence.

Après avoir rappelé les origines et le développement du « mouvement révolutionnaire hedjazien », le rôle primordial joué dans la lutte pour la libération des peuples arabes par la famille Hachimite et rendu un discret hommage au patriotisme des Syriens « que la Providence avait placés dans une situation qui ne leur

1. Les Bédouins disent : « La langue d'Abou Razi ne sait exprimer ce qu'il a dans le cœur ». Abou Razi (le père de Razi) est l'appellation familière de Fayçal.

permet pas de prêter leur appui aux hedjaziens révoltés », l'Emir annonça qu'il avait fait admettre par le Congrès de la Paix le principe de l'indépendance arabe, et se justifia du reproche que lui adressaient ses adversaires de vouloir établir sur la Syrie une domination hedjazienne.

« Bien que la Syrie, le Hedjaz, l'Irak soient des territoires arabes, il ne peut être question de les fondre en une même nation, dirigée par un gouvernement unique. Ces pays n'ont pas atteint le même degré de civilisation. Il faut que la Syrie soit indépendante, et l'Irak ».

Mais quelle est cette indépendance dont parle l'Emir ? N'a-t-il pas admis, comme certains le prétendent, le principe d'une « aide européenne » ?

« Nous n'accepterons jamais de vendre notre indépendance ; la nation syrienne paiera, à son prix et en argent comptant, l'aide dont elle aura besoin au début ». Une Commission internationale doit venir qui se rendra compte des aptitudes des pays arabes à se gouverner eux-mêmes. « Je vous demande de lui faire connaître vos désirs, de n'importe quelle façon. »

L'Emir Fayçal préférerait cependant que les délégués de la nation, « ceux qui, ici présents, ne la représentent pas officiellement », soient, pour comparaître devant la Commission internationale, légalement mandatés.

L'Emir annonce la réunion prochaine d'un Congrès

syrien, qui sera la représentation légale du pays; mais, en attendant la réunion de cette assemblée, il veut être sûr de l'appui de la nation.

« La nation ratifie-t-elle tous mes actes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur? Me prêtera-t-elle ou non son concours en me donnant, sans condition, tout ce dont j'aurai besoin?

Réponse : Oui, oui; vous avez tous pouvoirs.»

Lorsqu'éclata la Révolution jeune-turque, la Syrie, intellectuelle surtout, acclama le régime nouveau. Au cours de la guerre, alors que le Gouvernement jeune-turc revenait aux méthodes barbares du régime hami-dien, la Syrie martyre, qui n'avait d'espoir que dans l'intervention des puissances alliées, resta fidèle à ses croyances politiques: dans l'inaction de l'attente son nationalisme s'exaspéra, sans que son libéralisme s'affaiblit.

Les plus éclairés des partisans de Faygal avaient été de fervents adeptes du Comité Union et Progrès. Quelques-uns furent, à la Chambre des Députés de Constantinople, les collègues de Faygal, député du Hedjaz et siégeaient en sa compagnie sur les bancs unionistes. L'Emir Faygal ne pouvait pas ignorer les tendances démocratiques de la classe éclairée, la plus agissante. Au cours de son discours, parlant de la Constitution future de la Syrie, il avait, sans trop insister, promis à ses auditeurs la fin prochaine du Gouvernement mili-

taire. Une série d'articles parus dans *Al Acimat*, le journal officiel du Gouvernement de Damas, vint préciser ses intentions.

La Syrie n'a été divisée en trois territoires que pour l'exécution de plans militaires, dans l'avenir, elle doit être une, ne former qu'un seul Etat; mais comme il importe de donner satisfaction aux tendances particularistes des populations et de sauvegarder les droits des minorités religieuses, cet Etat sera fédéral, avec, à sa tête, un Gouvernement constitutionnel. « La différence qui existera entre le gouvernement américain et le gouvernement arabe tiendra en ceci : le premier est constitutionnel républicain; le second sera constitutionnel monarchique. »

« C'est une Assemblée, dont les membres seront choisis par le pays, qui élaborera la Constitution future... peut-être même cette assemblée sera-t-elle le Congrès syrien dont l'Emir a annoncé la réunion prochaine. »

Un congrès où seraient admis, sur un pied d'égalité, des représentants de tous les territoires syriens, à quelque religion qu'ils appartiennent, était apparu à l'Emir Fayçal comme le seul moyen de convaincre la Commission internationale de la légitimité des revendications du parti chérifien et d'obtenir des grandes puissances la reconnaissance d'un royaume syrien-arabe, dont il serait le roi.

Le Congrès syrien est né de cette nécessité.

D'abord réduite à jouer un rôle modeste auprès de la Commission américaine, cette assemblée, qui prétendait être l'émanation de toute la nation syrienne, ne tarda pas à exercer sur les actes du Gouvernement arabo-syrien un contrôle de plus en plus étroit, jusqu'à ce jour de mars 1920 où, en échange d'un trône, l'Emir Fayçal lui abandonna l'exercice du pouvoir souverain.

CHAPITRE V

Les élections au Congrès syrien

L'Emir Fayçal se comportait en souverain.

De plus en plus il assumait les pouvoirs que le chef de l'administration des territoires ennemis occupés avait conférés à l'Administrateur en chef ; mais en se substituant à Riza Pacha Rikabi, l'Emir affranchissait l'administration chérifienne de la tutelle britannique.

D'ailleurs les autorités britanniques de Palestine ne décourageaient pas les efforts qu'il faisait pour affirmer son autorité dans une région que les traités réservaient à l'influence française ; leur protégé, roi à Damas, c'était la France éloignée de la voie ferrée qui unit Alep à Damas, le « Badgad bahn » à la Mecque ; c'était surtout un obstacle jeté en travers de la route qui conduit des ports de Syrie aux champs pétrolifères de Mossoul.

Aussi lorsque Fayçal eut dit son intention de réunir à Damas les représentants élus de toutes les régions syriennes, lui fut-il simplement signifié de limiter l'action de ce Congrès à la zone Est.

En zone Sud, où la propagande chérifienne pouvait, en combattant le mouvement sioniste, aller à l'encontre des intérêts britanniques, les autorités anglaises interdirent les réunions d'électeurs.

Le sous-intendant militaire Copin, administrateur en chef de la zone Ouest, prit les mêmes précautions; il recommanda instamment à ses subordonnés de s'opposer dans leurs circonscriptions à toute convocation d'électeurs :

« Il est signalé que dans diverses localités les électeurs du second degré se réunissaient pour nommer des délégués au Congrès syrien de Damas. L'Emir Fayçal ayant été invité par le général commandant en chef à limiter l'action de ce Congrès à la zone Est, à l'exclusion des zones Ouest et Sud il en résulte qu'aucune convocation d'électeurs ne peut être faite par l'administrateur militaire dans ces zones où, conformément au principe adopté, toutes élections sont différées jusqu'à nouvel ordre.

Toute tentative de réunion d'un collège électoral quelconque en dehors de l'intervention de l'administration militaire constituerait donc un acte illégal auquel vous devriez vous opposer. Je vous prie donc de bien vouloir donner d'urgence des instructions dans ce sens aux gouverneurs, sous-gouverneurs, ou délégués administratifs qui auraient, le cas échéant, à avertir tous les intéressés et à rendre compte immédiatement, par télégramme chiffré, de tous les

faits qui pourraient se produire à ce propos dans leur circonscription».

Cette double interdiction de faire des élections en zone Sud et Ouest, bien que laissant à l'Emir Fayçal toute liberté d'agir dans la région qu'il administrait au nom des Alliés, risquait d'annihiler l'action du futur Congrès, qui, ne représentant qu'une partie de la Syrie, n'aurait pas l'autorité voulue pour demander et, au besoin, proclamer l'indépendance de tous les pays syriens.

Une autre difficulté se présenta dont l'ingéniosité orientale parut triompher.

Dans l'esprit de Fayçal et de son Gouvernement, le Congrès ne pouvait prétendre parler au nom des populations syriennes que s'il était la représentation légale de la nation, c'est-à-dire issu d'élections régulières.

Un des premiers actes de l'Emir Fayçal lorsqu'il occupa Damas fut de maintenir en vigueur la législation ottomane.

Les élections au Congrès syrien ne pouvaient donc être légales que si elles étaient faites conformément aux dispositions de la loi ottomane sur les élections législatives : le règlement de 1293 auquel un iradé impérial du 5 redjeb 1326 avait donné force de loi.

C'est sous l'empire de cette législation qu'à la veille de la guerre il fut procédé aux élections à la Chambre des Députés de Constantinople.

Aux termes du règlement de 1293, les élections se font à deux degrés. Dans le « nahié », chaque groupe de 500 électeurs du premier degré, dont les noms sont inscrits sur la liste fondamentale, a le droit de nommer un électeur du deuxième degré. Nul ne peut être inscrit sur la liste fondamentale s'il ne paie un impôt direct à l'Etat (art. 11). Une circulaire grand vizirienne qui a suivi l'iradé impérial de 1326 a interprété d'une façon libérale cet article 11 en décidant qu'il fallait entendre par impôt direct non seulement l'impôt foncier et le temettu (taxe sur les professions) mais encore l'aghnam (taxe sur le bétail) et les dîmes.

Le collège électoral du 1^{er} degré se trouva considérablement élargi.

Les électeurs du deuxième degré forment, par Sandjak, le collège qui élit les députés à raison de 1 député par 50.000 habitants mâles, ou toute fraction supplémentaire supérieure à 25.000.

L'opposition du maréchal Allenby et de l'Administrateur en chef de la zone Ouest ne permit pas au Gouvernement de Damas de convoquer les électeurs du 1^{er} degré; une consultation électorale de cette importance ne pouvait se faire à l'insu des autorités militaires occupantes. Ce ne fut pas la seule raison qui décida les autorités chérifiennes à ne pas consulter les électeurs du 1^{er} degré. Dans les territoires occupés par les troupes françaises et anglaises, les chrétiens, qui sont en Palestine une imposante minorité, au

Liban et dans la région côtière, la majorité, avaient refusé d'adhérer à la politique chérifienne; dans les mêmes régions, nombreux étaient les musulmans, les druzes, les alaouites qui avaient demandé l'aide d'une puissance mandataire. Les agents de l'Emir Fayçal à Beyrouth n'ignoraient pas que le Nakib el Achraf et les oulémas étaient décidés à se prononcer devant la Commission américaine en faveur de l'unité et de l'indépendance de la Syrie avec l'aide de la France à l'exclusion de toute autre puissance. Une vaste consultation des populations des zones Sud et Ouest pouvait être défavorable à la politique chérifienne; le Gouvernement de Damas ne voulut pas tenter l'aventure; il ne consulta que les électeurs du deuxième degré.

Les électeurs du deuxième degré étaient peu nombreux; 111 dans le vilayet de Beyrouth, un des plus peuplés de la Syrie; Beyrouth : 31. Saïda : 41, Tyr : 21, Merdj-Ayoun : 18.

Elus en 1913, grâce à l'appui des fonctionnaires turcs et des comités locaux « Union et Progrès », ils étaient pour la plupart musulmans.

Beaucoup avaient disparu au cours des quatre années de guerre; en raison du petit nombre de ceux qui restaient, les agents chérifiens pouvaient exercer auprès de chacun d'eux une action personnelle que les mœurs électorales de l'Orient permettaient d'espérer efficace.

En fait, les élections n'en furent pas.

Le Mutessarif de Beyrouth, M. Négib Bey Abousouan, a pu écrire : « Les conditions de forme et les règles de fond n'ont été ni observées, ni remplies. Simulacre et représentation théâtrale faits dans le seul but de ne pas laisser une ville comme Beyrouth — centre intellectuel de la Syrie — en dehors de la grande pièce qui se joue à Damas. »

Les résultats des élections sont convaincants et confirment le jugement sévère du Mutessarif Abousouan.

D'après un recensement ottoman, antérieur à la guerre, la population des territoires qui formèrent, sous l'occupation interalliée, la zone Ouest se répartissait ainsi : chrétiens (maronites, grecs-orthodoxes, grecs catholiques, latins, protestants, etc...) : 510.000; musulmans sunnites : 200.000; musulmans chiites : 100.000; druzes : 60.000; ansariehs : 260.000; ismaïliehs : 6.000.

Les mêmes territoires furent représentés au Congrès syrien par 16 délégués : 13 musulmans sunnites, un musulman chiite et deux maronites.

Une remarque doit être faite, qui n'a pas la prétention de justifier ces résultats extravagants. Le Gouvernement de Damas s'abstint de consulter les populations de la province autonome du Liban; il avait décidé que les membres du congrès seraient désignés, conformément à la loi ottomane sur les élections législatives, par les électeurs du 2^e degré.

Or, le Liban, depuis le protocole du 9 juin 1861 (30 zilcadé 1277), signé à Beyrouth par les représentants de la France, de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse et de la Turquie, jouissait d'une certaine autonomie; il était administré par un Gouverneur général, chrétien, nommé par la Sublime Porte et qui correspondait directement avec le Gouvernement de Constantinople, sans passer par l'intermédiaire des valis de Damas ou de Beyrouth, ses voisins. Le Gouverneur était assisté d'un organe consultatif, le Conseil administratif central. La « Montagne » élisait ce Conseil administratif de 12 membres; mais vivant politiquement en marge de l'empire ottoman, elle n'avait pas de représentants au Medjless de Constantinople.

Le Gouvernement de Fayçal saisit ce prétexte légal pour ne pas consulter les populations libanaises qui, en toutes circonstances, lui avaient manifesté leur hostilité. Le Liban se refusait à payer des quelques libertés dont il jouissait sous le régime turc son incorporation au royaume de Damas, mais, au contraire, par la voix de son Conseil administratif (janvier 1919), demandait l'extension de son territoire « à ses limites historiques et géographiques et conforme à ses besoins économiques » et « l'appui du gouvernement français pour la réalisation de ses vœux, sa collaboration avec l'administration nationale pour répandre l'instruction publique, assurer le progrès du pays, effacer les causes de dissentiments et de dis-

corde, assurer la marche des différents services sur les principes de la justice, de la liberté et de l'égalité et, enfin, la garantie du dit gouvernement français de notre indépendance en question, de manière à la protéger contre toute atteinte ».

Fayçal s'était rencontré à Paris avec la délégation que le Conseil administratif du Liban y avait envoyée pour porter ses vœux « au plus grand tribunal de justice que l'humanité ait jamais institué »; l'attitude de cette délégation avait contribué à son insuccès. L'Emir, sachant qu'il ne pouvait compter sur l'appui du Mont-Liban, au nom de la loi escamota le vote de ses habitants.

Les trois ou quatre cent mille maronites ou druzes de la « Montagne » n'étaient pas représentés au Congrès syrien; les Monts Alaouites qu'habitent 260.000 ansariehs, des Grecs-orthodoxes, des ismaïliehs et une infime minorité des sunnites ne le furent que par un délégué sunnite, élu par le Sandjak de Lattaquié; celui de Tripoli délégua deux sunnites et Saïda un chiite et un sunnite. Le Sandjak de Beyrouth, qui normalement élisait 3 députés au Mejless de Constantinople, fut autorisé par le Gouvernement arabe à se faire représenter au Congrès par 10 délégués, dont 5 devaient être musulmans sunnites et 5 chrétiens. Pour Beyrouth, les élections eurent lieu au mois de juin 1919. Les électeurs du 2^e degré au nombre d'une vingtaine, tous musulmans, se réunirent dans une mai-

son particulière et en présence de quelques moukhtars et imams du quartier, élurent membres du Congrès syrien 6 musulmans et 3 chrétiens. L'abstention des électeurs chrétiens, malgré les pressantes sollicitations dont ils furent l'objet, avait été complète.

La défection de quelques élus nécessita des élections complémentaires qui donnèrent comme résultats définitifs pour Beyrouth: 9 musulmans et 2 chrétiens¹.

Il suffirait, pour caractériser l'illégalité des élections au Congrès Syrien, de rappeler l'ordre donné par le maréchal Allenby dans la plénitude de ses pouvoirs de Commandant en chef des Territoires occupés.

Mais les dispositions même de la loi ottomane, invoquées par les membres du Congrès syrien pour affirmer la légalité de leur mandat, furent constamment méconnues.

Une enquête, confiée au Mutessarik du Sandjak de Beyrouth, révéla les nombreuses irrégularités dont furent entachées ces élections. (Arrêté n° 1103 du délégué administratif de la zone Ouest, du 13 mars 1920).

1. Population du municipe de Beyrouth (recensement officiel de 1921) : Maronites : 17.573; Sunnites : 32.844; Chiites : 3.273; Grecs-orthodoxes : 12.442; Druzes : 1.514; Grecs-catholiques : 4.225; Protestants : 635; divers : 4.906. Le Municipe de Beyrouth était représenté à la Commission administrative du Grand Liban par : 1 grec-orthodoxe, 1 maronite représentant les minorités chrétiennes, 2 sunnites (arrêté n° 369, du Haut-Commissaire, 22 septembre 1920); la même circonscription administrative est actuellement représentée au Conseil représentatif du Grand Liban par 1 maronite, 1 grec-orthodoxe, 2 sunnites, 1 représentant des rites minoritaires (arrêté n° 1240 du Gouverneur du Grand Liban du 21 mars 1922).

Il n'est pas un article du Règlement de 1293 qui n'ait été violé.

Les électeurs du 2^e degré, tous élus avant la guerre, n'étaient plus qualifiés pour participer à une élection législative.

Le Gouvernement de Damas soutenait la thèse contraire qu'il appuyait sur l'argument suivant : non seulement les électeurs du 2^e degré devaient élire les députés au Mejless de Constantinople, mais encore les membres du Conseil général du Vilayet (art. 104 loi sur l'Administration des Vilayets - 3 août 1325). Or, le Conseil général, élu par ceux-là même qui avaient désigné les membres du Congrès syrien, avait été maintenu en fonction par les autorités françaises occupantes et continuait à voter le budget : les pouvoirs des électeurs du 2^e degré avaient donc été tacitement prorogés.

Cet argument présenté par les juristes du Gouvernement de Damas est sans valeur. Les électeurs du 2^e degré ne conservent leurs attributions que pour la durée d'une législature (L. 3 août 1325 - art. 104). De nouvelles élections législatives avaient été faites en Turquie presque aussitôt la fin des hostilités et bien avant que l'idée de réunir un Congrès syrien n'eût pris naissance.

C'est en se prévalant du même argument que les élus au Congrès syrien ont pu prétendre représenter non seulement les électeurs du 2^e degré, mais la popu-

lation tout entière; les membres du Conseil général actuel qui, pour les autorités occupantes représentaient légalement le Sandjak, n'avait-il pas été désignés par le même collège électoral qui avait élu les délégués au Congrès.

Bien d'autres irrégularités furent relevées dans les opérations électorales en zone Ouest.

La vingtaine d'électeurs qui participa au vote était fort loin de constituer le quorum de 80% exigé par la loi (art. 49 règlement de 1293). Seuls des musulmans avaient pris part aux élections et cependant deux chrétiens, un grec-orthodoxe et un maronite, se prétendirent mandatés par les membres de leur communauté.

Un élu musulman n'avait que 21 ans, alors que l'âge légal est fixé à 30 ans (art. 17).

Le Sandjak de Beyrouth qui, en vertu de la loi (art. 2) n'avait droit qu'à trois députés, fut représenté par neuf, puis onze délégués.

Le caractère secret des opérations électorales est une dérogation aux articles 46 et suivants (règlement de 1293) relatifs à la publicité, à la liberté et au contrôle des votes.

Le vote aurait dû avoir lieu en présence d'une Commission de révision, composée de membres élus des Conseils administratifs et municipaux (art. 10), et de dignitaires : le Mufti et les chefs religieux (art. 49).

Le Conseil administratif du Sandjak était seul qua-

lifié pour attester la régularité des élections (art. 654). Aucune de ces prescriptions ne fut observée.

En Palestine il n'y eut même pas un semblant d'élection, mais une simple désignation des membres du Congrès par certains Comités politiques — pour la plupart musulmans — qui recevaient leur mot d'ordre de Damas.

Les israélites qui sont un élément important de la population palestinienne ne furent pas représentés à Damas.

Le puissant Comité des catholiques de Jérusalem désigna deux délégués; puis, dans sa séance du 26 juin 1919, se ravisa et décida qu'il ne se ferait pas représenter au Congrès « attendu que ce Congrès n'a aucun caractère officiel et qu'il n'a pas été annoncé officiellement ni reconnu par les Gouvernements d'occupation ».

Jérusalem ne fut donc représenté à Damas que par deux délégués musulmans, ex-députés de Jérusalem à la Chambre ottomane, et par un grec-orthodoxe.

Un catholique, désigné par ses coreligionnaires de Galilée, imita l'exemple des délégués catholiques de Jérusalem.

On peut donc dire que pour la Palestine les populations musulmanes furent seules à être représentées au Congrès syrien.

En zone Est, où le Général Allenby avait toléré que l'Emir Fayçal prit « des arrangements pour que

les représentants du peuple dans cette zone puissent exprimer leurs vues auprès de la Commission américaine », les électeurs du 2^e degré furent officiellement convoqués par les autorités chérifiennes. Mais en zone arabe, comme ailleurs, on voulait éviter à tout prix les aléas pourtant minimes d'une élection d'apparence régulière.

Les élections furent faites dans de telles conditions qu'à Damas, au centre même de l'action chérifienne, plusieurs centaines de personnes se rendirent au Séraï pour protester contre ces élections « trop rapides » et demander leur annulation.

Le Hakim Askari, Rida Pacha, reconnu de bonne grâce le bien fondé de cette réclamation, mais se déclara impuissant à prendre une initiative que l'Emir Fayçal désavouerait sans doute.

Le 20 juin 1919, à sa première réunion, le Congrès syrien de Damas se proclama la représentation légale de la Syrie entière.

CHAPITRE VI

Le Congrès Syrien et le Régime de l'occupation militaire

Le Congrès syrien tint une première session qui dura cinq mois.

L'Emir Fayçal avait espéré lui confier un long programme de travaux législatifs et les délégués avaient été avertis officiellement qu'ils auraient :

1° à se prononcer à titre consultatif sur la forme de constitution à donner au pays;

2° à déterminer la forme du concours à demander, le cas échéant, à une puissance étrangère;

3° à examiner la conduite à tenir dans le cas où la Conférence de la Paix déciderait que certaines régions, Palestine, Liban ou autres, seraient détachées de l'ensemble de la Syrie.

Les attributions de cette Assemblée n'avaient pas été autrement définies; il en résulta une grande confusion; le Congrès, s'en tenant aux promesses faites par Fayçal, prétendait inaugurer ses travaux en élaborant le statut politique et administratif de la

Syrie; le Gouvernement militaire, qui avait reçu des instructions précises du Haut Commandement britannique, s'opposa aux prétentions du Congrès et lui enjoignit de limiter son action à la rédaction d'une déclaration à présenter à la Commission américaine.

Toute cette première session fut emplie par la lutte des deux pouvoirs, civil et militaire, qui se termina au début de décembre 1919 par l'ajournement *sine die* de « l'Assemblée élue par la Nation ».

Lorsqu'il eut nommé son bureau, composé d'un président, de vice-présidents, de secrétaires et d'un Comité directeur, le Congrès entra en relations avec la Commission américaine qui venait d'arriver à Damas et le saisit de la motion suivante :

« Nous soussignés, membres du Congrès général syrien réuni à Damas, le mercredi 2 juillet 1919, et composé des représentants des trois zones Sud, Est et Ouest, munis de mandats et de pleins pouvoirs par les habitants musulmans, chrétiens et juifs de nos différents districts, avons décidé de rédiger l'exposé ci-dessous des vœux des populations indigènes qui nous ont élus, en vue de le présenter à la section américaine de la Commission internationale.

1^o Nous demandons l'immédiate et complète indépendance politique, sans protection ni tutelle, pour la Syrie ainsi délimitée :

Au Nord, le système Taurique;

Au Sud, Rajeh et une ligne partant, dans la Syrie méridionale, de El-Juf à Akabah et au Hedjaz;

A l'Est, l'Euphrate et la rivière Khabour, puis une ligne tracée à l'Est d'Abou-Kémal et de Al-Juf;

A l'Ouest, la Méditerranée.

2^o Nous demandons que le gouvernement de ce pays syrien soit une monarchie constitutionnelle civile, avec le principe d'une large décentralisation, et sauvegardant le droit des minorités; que le roi en soit l'émir Fayçal, qui combattit glorieusement pour notre libération et mérita notre pleine et entière confiance.

3^o Attendu que les Arabes habitant la Syrie ne sont pas naturellement moins doués que d'autres races plus avancées, et qu'ils ne sont à aucun degré moins développés que les Bulgares, Serbes, Grecs et Roumains aux débuts de leur indépendance, nous protestons contre l'article 22 du Pacte de la Société des Nations, qui nous place au rang des nations dont le développement, encore à sa période moyenne, nécessite une autorité directrice.

4^o Au cas où la conférence de la paix passerait outre à cette juste protestation, pour des motifs qui nous échappent, nous nous en remettons aux déclarations du président Wilson suivant lesquelles, en faisant la guerre, il poursuivait le but de mettre un terme à l'ambition de conquête et de colonisation, et considérons seulement de ce fait le mandat men-

tionné dans la convention de la Ligue des Nations comme l'expression d'une assistance économique et technique qui ne porte pas préjudice à notre complète indépendance.

Souhaitant que notre pays ne devienne pas une proie à la colonisation, et regardant la nation américaine comme la plus éloignée d'aucune pensée de colonisation et dénuée d'ambitions politiques sur notre pays, nous solliciterons l'assistance technique et économique des Etats-Unis d'Amérique, à la condition que cette assistance n'altérera ni la complète indépendance politique, ni l'unité du pays, et que sa durée ne sera pas supérieure à vingt ans.

7^o Dans l'hypothèse où l'Amérique ne serait pas en condition d'accéder à notre demande d'assistance, nous solliciterons celle de la Grande-Bretagne, sous réserve pareillement qu'une assistance de cette sorte ne porte pas atteinte à la complète indépendance et à l'unité de notre pays, et n'excède pas la durée indiquée dans l'article précédent.

6^o Nous ne reconnaissons aucun des droits réclamés par le gouvernement français sur une part quelconque de notre pays syrien et refusons en tout temps d'accepter l'assistance de la France.

7^o Nous nous opposons aux prétentions des sionistes de créer une république juive dans la partie sud de la Syrie connue sous le nom de Palestine ainsi qu'à leur immigration en quelque partie que ce

soit de notre pays, car nous ne reconnaissons pas leurs droits, mais les considérons comme un grave péril au point de vue national, économique et politique.

Nos compatriotes juifs jouiront en commun avec nous des mêmes droits et assumeront les mêmes responsabilités.

8° Nous demandons que ne soient séparées de la patrie syrienne ni la partie sud de la Syrie dénommée Palestine, ni la zone côtière occidentale qui renferme le Liban.

Nous désirons que l'unité du pays soit garantie du partage, quelles que soient les circonstances.

9° Nous demandons la complète indépendance pour la Mésopotamie émancipée, sans barrières économiques entre les deux pays.

10° Ces principes fondamentaux formulés par le président Wilson condamnant les traités secrets nous induisent à protester de la façon la plus énergique contre tout traité stipulant le partage de notre pays de Syrie et contre tout engagement particulier tendant à établir le sionisme dans la partie sud de la Syrie. Nous réclamons en conséquence l'annulation absolue de ces conventions ou accords.

Les nobles principes énoncés par le président Wilson nous donnent le ferme espoir de voir nos désirs émanés du fond de nos cœurs constituer les facteurs décisifs et déterminés de notre avenir.

Nous attendons du président Wilson et du libre peuple américain un appui pour la réalisation de nos espérances; ils témoigneront par là de leur intérêt et de leur noble sympathie en faveur des aspirations des nations plus faibles en général et de notre peuple arabe en particulier.

Nous avons aussi la plus entière confiance en la Conférence de la Paix. Celle-ci appréciera que nous nous sommes levés contre les Turcs, avec lesquels nous participions à tous les privilèges civils, politiques et représentatifs seulement parce qu'ils ont violé nos droits nationaux. Elle satisfera complètement nos vœux en veillant à ce que nos droits politiques ne soient pas après la guerre moindres qu'ils ne l'étaient auparavant alors que nous avons répandu tant de sang pour la cause de notre liberté et de notre indépendance.

Nous requérons l'autorisation d'envoyer une délégation pour nous représenter à la Conférence de la Paix afin d'assurer la défense de nos droits et la réalisation de nos aspirations. »

Les résultats des tractations entre la Commission américaine et le Congrès syrien n'ont pas été très concluants; la Commission d'enquête, dont cependant la sympathie pour la cause de l'indépendance absolue, sans assistance ni mandat, était évidente, ne put pas tenir le Congrès pour la seule représentation légale de la nation syrienne; à Damas même, elle

consulta les représentants des groupements politiques et des communautés religieuses et elle mena son enquête à travers toute la Syrie. Beyrouth, la zone littorale, la plaine de la Bekaa qui, aux termes de la loi ottomane interprétée par Fayçal, n'étaient représentées au Congrès que par des membres du parti chérifien, se prononcèrent presque unanimement en faveur de l'indépendance du Grand Liban, avec le mandat de la France.

La procédure adoptée par la Commission d'enquête fut pour le Gouvernement arabo-syrien un retentissant échec, puisqu'elle devait consacrer l'influence française dans des régions indispensables au développement du futur Etat syrien.

Lorsque la Commission américaine eut achevé ses travaux, le Gouvernement militaire de Damas aurait voulu déclarer terminée la mission du Congrès.

Mais il était à craindre que la dissolution ou l'ajournement de cette assemblée ne soulevât de vives protestations.

Le Congrès avait l'appui des partis nationalistes : le parti de l'indépendance arabe, le plus influent en zone Est, qui demandait l'indépendance de la Syrie, de l'Irak, du Hedjaz, du Nejd et la réunion de ces Etats en un vaste Empire ayant à sa tête le roi du Hedjaz; le parti de l'union syrienne, dont les

tendances particularistes pouvaient se résumer en cette formule : « La Syrie aux Syriens ¹ ».

Ces deux partis nationalistes se prêtaient une aide mutuelle et réclamaient, en pleine communion avec les oulémas et la population, la fin du régime militaire et l'institution d'un Gouvernement démocratique, civil, constitutionnel.

La création du Conseil des Mudirs que les autorités militaires faisaient espérer comme un acheminement vers la forme de Gouvernement souhaitée par la Nation ne réussit pas à apaiser le mécontentement du Congrès.

Le décret qui créa le Conseil des Mudirs confirmait plutôt l'autorité du Gouvernement militaire, sans faire aucune allusion à l'existence du Congrès syrien, dont l'activité se résumait en de platoniques proclamations adressées à la population ou au Gouvernement.

Les membres du Congrès syrien, que les électeurs inspirés par le Gouvernement de Damas, avaient mandatés pour faire connaître à l'arrivée de la Commission américaine « les desiderata de la population », assurer l'indépendance et l'intégrité du territoire syrien et « faire tout ce qui serait de nature à profiter au pays », prétendirent exercer les pouvoirs qu'ils tenaient de leur élection.

1. Un troisième parti, dirigé par Abdul Rahman el Youssef, était favorable au mandat français.

Ils étaient, pour la plupart, des nationalistes intransigeants dont le programme politique tenait en ces deux mots : « indépendance absolue ». Peu au courant des nécessités politiques de l'heure, confiant dans le patriotisme des masses syriennes, il n'admettaient pas que l'indépendance de leur Patrie pût se payer au prix de la plus légère concession et ils étaient prêts à conduire le pays à ses destinées sans l'aide, sans même l'assentiment des puissances de l'Entente. Déjà, au mois d'août 1919, le Congrès syrien avait présenté à l'Emir Fayçal une requête qui était une vive protestation contre « les agissements des fonctionnaires du Gouvernement d'occupation de la zone ouest ».

L'Emir Fayçal n'était pas sans être inquiet des interventions du Congrès dans le domaine de la politique extérieure qu'il s'était réservé le soin de diriger à sa guise. Depuis les entrevues qu'il avait eues, au début de 1919, avec les représentants des Gouvernements de l'Entente, il était, dans son for intérieur, convaincu de la nécessité d'une aide étrangère. Ses discours enflammés en faveur de l'indépendance absolue n'avaient été qu'un moyen de s'assurer l'appui des populations de la Syrie intérieure.

Jusqu'à son départ pour l'Europe, où il devait reprendre les conversations interrompues quelques mois auparavant, l'Emir Fayçal, grâce à la grande

autorité qu'il tenait de sa qualité de fils et de représentant du Chérif, réussit à échapper au contrôle du Congrès syrien.

Lorsqu'il quitta la Syrie il choisit pour son représentant son frère, l'Emir Zied, un jeune prince que son exaltation nationaliste avait rendu populaire au Congrès syrien.

Sous le Gouvernement de l'Emir Zied, le Congrès cesse d'être l'Assemblée que l'on tolérait, mais que l'on ne consultait jamais.

L'occupation de certains points importants de la Bekaa par les troupes françaises lui fournit une occasion d'intervenir et de faire entendre à l'Emir Fayçal et à son Gouvernement « la voix de la Nation. »

Le Gouvernement militaire, en signe de protestation, offrit à l'Emir Fayçal sa démission qui ne fut pas acceptée.

Sur l'invitation de Fayçal, le Gouverneur général Ali Rida Pacha En Rikabi dut se rendre au Congrès syrien¹ pour faire savoir « aux représentants de la volonté de la nation » que l'occupation de la zone ouest par les troupes françaises n'était qu'une mesure provisoire prise par les alliés « pour des considérations financières et en raison du silence de l'Amérique en ce qui concerne le sort de la Syrie ».

Le Gouverneur général termina son discours par

1. Ce discours du Gouverneur Général Militaire a été publié par l'organe officiel *Al Aclimat* N° du 24 octobre 1919.

des paroles flatteuses à l'adresse des membres du Congrès : « Continuez vos travaux en dirigeant le mouvement national d'une façon plus accentuée et plus ferme qu'auparavant. Votre influence sur le peuple est un aide précieuse à Sa Majesté l'Emir. »

Quelques jours plus tard, un communiqué adressé par l'Emir Zied « Aux fils de la Chère Patrie ¹ » annonçait l'évacuation de la zone est par les troupes britanniques. « C'est notre gouvernement arabe qui est chargé de veiller à la sécurité publique dans cette zone sacrée d'entre les zones arabes... Le devoir national oblige les hommes de notre Gouvernement, en ces jours mémorables, à s'armer de courage et à prouver au monde entier, par leur bonne administration, que les Arabes ont droit à la vie libre, à la complète indépendance nationale. »

Ce document long et prolixe n'est intéressant que parce qu'il reproduit des instructions adressées par l'Emir Fayçal, manifestement préoccupé de l'attitude du Congrès syrien et des partis nationalistes :

- 1^o obéir aux ordres du Gouvernement;
- 2^o éviter tout ce qui est de nature à troubler la sécurité publique et à échauffer les esprits;
- 3^o dénoncer au Gouvernement toute personne faisant l'espionnage, pour qu'elle reçoive le châtiment qu'elle mérite;

1, Journal *Al Alcinat*, 27 octobre 1919.

4° ne faire aucune manifestation, ne tenir aucune réunion publique sans l'autorisation du Gouvernement qui, seul, assure la défense des intérêts des habitants;

7° ne pas porter d'armes et ne pas tirer de coups de feu;

6° rendre plus intimes les relations entre les communautés égales devant les lois et qui ont les mêmes droits et les mêmes devoirs envers la patrie. »

A ces objurgations de l'Emir Fayçal, le Congrès syrien fit un accueil courtois; dans une séance qu'il tint le 24 octobre 1919, il adopta à l'unanimité un projet de réponse à l'Emir Fayçal préparé par son Comité directeur. La proclamation rappelle les promesses faites en 1917 par les alliés au roi du Hedjaz et s'élève contre les intentions du Conseil suprême de porter atteinte à l'indépendance des pays arabes. Mais cette proclamation s'adresse surtout à Fayçal; le Congrès, après avoir exprimé à l'Emir « sa profonde reconnaissance », affirme une fois de plus son droit de parler au nom de la Nation et demande que les actes du Gouvernement soient contrôlés par le « Conseil de la Nation », qui a été également élu pour donner au pays une Constitution.

Et quelques jours après, le 27 octobre, le Congrès syrien, pour mieux marquer son désir de n'être plus tenu à l'écart, délégua douze de ses membres qui se mirent directement en rapport avec les représentants à Damas de la Grande-Bretagne, de la France, de

l'Italie, des Etats-Unis d'Amérique et d'Espagne, pour leur faire connaître que la nation veut l' « indépendance des pays syriens et leur fusion en un seul Etat. »

Toutes ces manifestations du Congrès furent jugées inopportunes par Fayçal et son Gouvernement. L'embarras financier était grand et les bailleurs de fonds moins enthousiastes¹. Il n'avait servi de rien que le Congrès par une proclamation au « Peuple Syrien Arabe ² » ait prescrit à la population de participer à la défense nationale « financièrement et matériellement ».

L'Emir Fayçal n'avait pas démenti un article du *Times* (8 octobre) annonçant que la Syrie, sans la Palestine et sans le Liban, serait constituée en un Etat virtuellement indépendant avec un mandat de surveillance confié à la France. L'Angleterre paraissait disposée à consentir à un « partage des influences » en pays arabes.

L'Emir Fayçal, à la fin de l'année 1919 était seul en face de la France; il reconnut alors que la Syrie avait besoin de l'aide d'une puissance étrangère et

1. Voici en quels termes l'Emir Zeid appréciait la situation financière : « Mon cher Colonel Taylor après vous avoir adressé mes salutations et exprimé le désir de vous voir, je vous avise que le retard de l'Emir Fayçal m'a obligé à renvoyer Djéffar Pacha une seconde fois vous trouver, afin que vous examiniez la question des subsides à toucher et de leur envoi à nous par lui. En effet, l'administration sans finances est devenue difficile... » (Lettre du 30-12-19).

2. Séance du 24 octobre 1919.

pour discuter plus librement les clauses du futur mandat, il ajourna le Congrès syrien, notoirement hostile à toute intervention étrangère.

Le 1^{er} décembre 1919, fut lu au Congrès syrien un message de l'Emir Fayçal qui débute par les très longues salutations d'usage et se termine ainsi : « Nous nous sommes réjouis des vœux que vous avez exprimés pour la constitution d'un Gouvernement démocratique. Ce sera le Gouvernement futur.

« Mais nous estimons que, présentement et en attendant que le sort du pays soit définitivement fixé par le Congrès de la Paix, il est désirable de ne rien changer à notre Gouvernement et ce, par mesure d'économie, pour que les règlements en vigueur soient plus strictement observés et pour assurer la sécurité. »

Dans un communiqué qu'il adressa à la population (8 décembre 1919), le Congrès syrien constate, non sans amertume, son échec : « Le Congrès syrien qui n'a pu réussir à faire admettre que le Gouvernement assumât une responsabilité vis-à-vis de la Nation a décidé, dans sa séance du 4 décembre 1919, de suspendre ses séances, conformément au désir exprimé par Sa Majesté l'Emir, jusqu'à ce que le Gouvernement ou la Nation décide sa réouverture. »

L'Emir Fayçal fut impuissant à gouverner sans le concours des représentants de la Nation, mais non parce que l'idée démocratique avait fait son chemin.

En Syrie autant que chez les Arabes nomades, la

démocratie désirée par Mahomet ne pouvait prévaloir contre une organisation aristocratique que sept siècles de domination ottomane n'avaient pu entamer. « Les hommes sont égaux comme les dents d'un peigne » a dit le Prophète; mais « ceux qui étaient nobles sous le paganisme restent nobles sous l'islamisme, pourvu qu'ils rendent hommage à sa véritable sagesse. »

Les nobles Syriens étaient restés les véritables maîtres du pays; chefs de contrées que n'avait pas pénétrées l'administration ottomane : Djebel Druze, Hauran, Alaouites, ils avaient été les intermédiaires indispensables entre le vali turc et les populations; ils avaient composé les medjless qui discutaient les intérêts des collectivités; eux ou leurs représentants étaient la grande majorité dans le Congrès syrien.

Gouverner sans le Congrès, c'était gouverner contre les seigneurs qui constituaient la seule force agissante de la nation. Fayçal sentit le danger et dut bientôt, pour fortifier son autorité médiocre, laisser aux membres du Congrès en qui se réveillait le vieil esprit d'émancipation, le soin de construire « leur Etat ».

CHAPITRE VII

Le Gouvernement Chérifien

Aux termes d'un accord conclu le 15 septembre 1919 par MM. Clemenceau et Lloyd George, les troupes britanniques occupant la zone Ouest furent relevées par des unités françaises et le soin d'assurer la sécurité de la zone Est fut confié aux seules forces chérifiennes.

Dans le domaine politique et administratif, cet accord réalisait ce que l'on pourrait appeler la nationalisation des occupations militaires.

Le Field Marshal Allenby cesse d'être le chef de l'administration de l'ensemble des territoires ennemis occupés; aucun lien, même théorique, n'unit plus les zones entre elles; elles sont déjà, bien avant que la Conférence de la Paix ait consacré le morcellement de la Syrie, des régions économiquement et politiquement indépendantes.

En zone Ouest, l'Administrateur en Chef prend directement les ordres du Haut-Commissaire de la République Française; l'autorité de ce Haut Commissaire s'étend également à la zone Nord¹, administrée par la France.

1. La Zone Nord comprend la Cilicie, où les troupes françaises ont commencé dès le premier semestre de l'année 1919 la relève des troupes britanniques d'occupation.

En zone Est, l'Administrateur en chef qui jusqu'alors n'avait été que le délégué, « l'agent direct » du Haut Commandement britannique relève maintenant du Prince hedjazien Fayçal qui exerce sur la zone arabe une autorité qui ne lui est pas contestée par les Puissances alliées¹.

Les autorités chérifiennes de la zone Est, placées sous les ordres immédiats de l'Emir Fayçal, ont donc désormais une liberté d'action qui n'est limitée que par le respect des droits que la France et la Grande-Bretagne ont sur les régions voisines et la nécessité où elles se trouvent d'avoir recours à l'aide financière des Alliés.

Privé du concours des forces britanniques, c'est au Gouvernement de Damas à assumer, par ses propres moyens, l'autorité dans le pays, à montrer cette force vitale sans laquelle une société politique ne saurait prétendre être un véritable Etat.

Les « Instructions » du 24 octobre ne sont plus pour entraver son action : aucun lien hiérarchique ne l'unit plus au pouvoir étranger qui le dominait.

Si un tempérament doit être apporté à l'indépendance de la Syrie intérieure, sous la forme d'un « mandat » confié à une puissance étrangère, ce sera l'œu-

1. Le Ministre français des Affaires étrangères, M. Stephen Pichon écrivait le 8 décembre 1919, à propos de la démission de Riza Pacha en Rikabi : « Riza Pacha ne peut s'en aller ainsi sous prétexte de maladie, sans l'autorisation de l'Emir Fayçal qui a seul qualité pour régler la situation à Damas ».

vre de la Conférence de la Paix. En attendant que son sort soit réglé, et cette situation a été voulue par la Grande Bretagne, la zone Est n'est plus soumise à aucun contrôle étranger; elle peut en toute liberté organiser son indépendance et mettre les Puissances alliées devant le fait accompli.

Dès décembre 1919, apparaissent les premières manifestations de l'indépendance; l'Administrateur en chef Riza Pacha, ayant perdu la confiance des groupements extrémistes, démissionne; ce n'est pas à l'autorité l'ayant nommé, le maréchal Allenby, qu'il remet sa démission, mais au représentant de l'Emir Fayçal, l'Emir Zeid; c'est l'Emir Zeid qui désigne l'Administrateur en chef intérimaire. Le 21 décembre l'administration de la zone Est (on dit maintenant : le Gouvernement chérifien), institue la conscription; toutes manifestations qui montrent la complète indépendance des autorités de Damas. Mais, pour mieux affirmer l'existence du régime nouveau, il fallait modifier le caractère, élargir les attributions du Gouvernement central, désormais affranchi de toute tutelle étrangère, mettre à sa tête non pas un Administrateur en chef (ce titre rappelait trop la contrainte britannique), mais l'Emir Fayçal lui-même.

C'est par un décret paru au journal officiel du 26 janvier 1920 que l'Emir Fayçal réalisa la réforme que le maréchal Allenby avait fait échouer six mois auparavant.

L'Emir (c'est lui qui légifère désormais) fait entrer dans le Conseil des Mudirs un Directeur de la Guerre, un Directeur de la Sûreté générale, un adjoint au Président du Conseil des Mudirs, le Chef d'Etat-Major de l'Armée; il s'attribua à lui-même la présidence du Conseil, mais il délégua ses pouvoirs à son frère Zeid qui prendra le titre de « représentant du Président des Mudirs ». Zeid, nominalement, devient le chef du Gouvernement; mais en fait, c'est Fayçal qui assume les responsabilités du pouvoir.

A un auditoire de jeunes gens, affiliés à ces partis extrémistes dont l'attitude devenait chaque jour plus intransigeante et qui se croyaient destinés à jouer le rôle qui aurait dû être celui du Congrès syrien, Fayçal pouvait affirmer superbement : « Pour des raisons diverses notre Gouvernement actuel est un Gouvernement provisoire et non régulier. Il a été formé par celui en qui la Nation avait placé sa confiance; je veux dire : Moi. Donc le Gouvernement, c'est moi... Je suis l'âme du Gouvernement actuel.. Je suis seul responsable et le demeurerai jusqu'au jour où il sera possible de convoquer les Assemblées nationales. Je me dégagerai alors de cette responsabilité et la placerai sur les épaules de la Nation. »

Ces paroles orgueilleuses ne doivent pas faire illusion; et ce serait méconnaître le véritable caractère du Gouvernement chérifien, au début de l'année 1920, que de croire que l'autorité de l'Emir Fay al n'était soumise à aucune restriction, à aucun contrôle.

Par ordre du Gouvernement, le Congrès syrien avait dû s'ajourner *sine die* et le Conseil d'Etat avait été licencié par raison d'économies au mois de décembre 1919.

Les actes du Gouvernement institué par Fayçal n'étaient plus soumis à aucun contrôle légal à l'heure où les Puissances Alliées allaient décider de l'avenir de la Syrie — un avenir qui apparaissait plein de danger aux nationalistes syriens.

Des nouvelles alarmantes parvenaient de Paris; le bruit courait que Fayçal avait accepté le concours d'une puissance étrangère selon une formule qui compromettait l'indépendance de la Syrie.

A ses partisans qui lui avaient confié la mission d'obtenir de la Conférence de la Paix l'indépendance absolue de la Syrie, sans aucune aide étrangère, l'Emir Fayçal, à son retour à Damas, avait dû cacher les résultats de ses conversations avec les représentants du Gouvernement français.

Il n'y fit qu'une brève allusion : « Je vous assure de nouveau que je lutte toujours pour l'indépendance complète que vous désirez. Aucune Puissance n'aura le droit de se conduire en maîtresse chez vous. Mais je vous dis en même temps qu'entre vous et les Puissances, des liens existent dont vous ne pouvez faire abstraction. Les moyens de communication modernes

1. Discours prononcé le 23 janvier 1920 au « Club Arabe » de Damas,

ont placé l'Europe au cœur de la Syrie. Si vous dites que vous n'avez pas besoin de l'Europe, je vous dirai que vous êtes une Nation qui ne veut point vivre. »

Déjà, à la veille de l'arrivée de la Commission américaine, l'Emir Fayçal avait préconisé une politique de coopération avec l'étranger. Les extrémistes n'avaient pas fait attendre leur riposte : le vendredi 27 juin 1919, à la Mosquée des Ommeyades¹, après le sermon religieux d'usage deux orateurs politiques prirent la parole en faveur de l'indépendance absolue sans protectorat, ni tutelle. L'un d'eux indiqua même à l'Emir qui était présent que, « sous peine d'être rejeté comme on rejette un noyau de datte », il serait obligé de suivre et d'appuyer de son autorité le désir unanime de son peuple.

La situation politique était à Damas en février 1920 ce qu'elle était en juin 1919.

En face de l'autorité de l'Emir, contre sa politique, se dressaient les Comités nationalistes.

L'étude d'un régime politique en Orient serait incomplète si on n'y faisait une part aux Comités politiques. Depuis l'expérience de « l'Union et Progrès » les Comités apparaissent comme une force dans l'Etat, un moyen de gouvernement. L'un d'eux, le Comité de Défense Nationale, le plus violemment xénophobe, alla même jusqu'à demander à Fayçal le versement dans

1. La Grande Mosquée de Damas.

ses caisses du produit entier du bedel¹ pour aider au recrutement et augmenter le bien-être des soldats déjà rassemblés.

Le 16 février, au soir, une délégation des Comités extrémistes vint sommer l'Emir Fayçal de n'accepter aucune coopération avec une puissance étrangère, sous quelque forme que ce soit, et d'adopter l'attitude de son père, le malek Hussein, qui a formellement déclaré qu'il n'accepterait jamais un traité qui porterait la moindre atteinte aux droits des pays arabes à une indépendance entière et absolue.

Fayçal pouvait mettre le pays devant le fait accompli, imposer le mandat français dont il avait admis le principe; il n'osa pas.

Jusqu'à ce moment il avait eu avec les autorités françaises des rapports qui n'étaient pas exempts d'une certaine cordialité; il crut devoir abandonner cette attitude courtoise et, pour donner des gages aux extrémistes, saisit tout prétexte pour manifester son hostilité à la France.

Nous avons vu que, le 21 décembre, la conscription avait été instituée en zone Est. Cette mesure prise par le Gouvernement militaire à la suite d'un vote du Congrès syrien, cessa au retour de Fayçal d'être une manifestation platonique du patriotisme syrien. Le Gouvernement chérifien fit les plus sérieux efforts

1. Le bedel, ou taxe militaire de remplacement fixée à 30 ou 40 livres turques or.

pour activer le recrutement; mais l'application de la loi sur le service militaire obligatoire ne donna pas entière satisfaction et l'armée régulière que l'on voulait organiser à cinq divisions ne comptait en mars que deux régiments. Certaines populations, comme celle du Hauran, refusaient de servir : on dut les incorporer de force.

Fayçal pactisa avec les chefs de bandes qui terrorisaient les populations chrétiennes de la zone Ouest; il recevait avec beaucoup d'égards le chef bédouin qui avait dirigé les massacres du Mer jayoun et du district de Tyr; il hébergeait aux frais du Gouvernement des chefs dendachlés¹ dissidents; l'un d'eux, étant mort au cours de son séjour à Damas une séance extraordinaire eut lieu au Club Arabe pour honorer sa mémoire; l'un des orateurs rappela que le défunt avait déclaré à l'Emir Fayçal qu'il ne reviendrait pas à Damas avant que « le sang des Français eût coulé dans les fleuves »; et la conduite du Dendachlé fut donnée en exemple aux populations.

A Homs et à Hama, les filiales du Comité de Défense Nationale dirigeaient l'agitation anti-française en zone Ouest et faisaient passer des armes et des munitions aux chefs ansariéhs rebelles.

Si, officiellement, Fayçal se désolidarisait d'avec ces éléments de troubles, à propos de l'occupation

1. Les Dendachlés sont des populations qui vivent au Sud du pays Alaouite.

de certains points de la Bekaa par les troupes françaises il adopta envers les autorités françaises en Syrie une attitude nettement hostile qui rendait plus significative la nouvelle orientation de sa politique. Après avoir obtenu le retrait d'un bataillon français qui tenait garnison à Baalbeck, il émit de nouvelles prétentions et demanda au Commandant en chef de l'armée française du Levant de faire évacuer les stations de Rayak¹, et de Moallaka que les troupes françaises occupaient en vertu d'un accord passé le 26 novembre 1919 entre le général Gouraud et le général chérifien Noury Parcha Saïd et qui n'était que la conclusion d'un arrangement intervenu entre M. Georges Clemenceau et l'Emir Fayçal lui-même.

Délaissé par l'Angleterre, en désaccord avec la France, l'Emir Fayçal, qui ne pouvait compter pour réaliser ses desseins que sur les forces du nationalisme arabe, cherchait toutes les occasions de dissiper la mauvaise impression produite par ses négociations avec les représentants des Puissances alliées et de rallier à sa cause les partis extrémistes qui conservaient vis-à-vis de lui et de son Gouvernement leur indépendance et continuaient d'imposer leur volonté. Il ne se maintenait au pouvoir que grâce à des concours

1. Rayak est le point de jonction des lignes de Beyrouth à Damas et de Beyrouth à Alep. Au début de 1920, la ligne d'Alep était la seule voie par laquelle était assuré le ravitaillement des troupes françaises qui, vers Ourfa, Marache, Ain-Tab, luttaient contre les forces nationalistes Turques. Moallaka est une station voisine.

dont il ressentait la servitude. Alors que des hommes d'Etat, en Europe, discutaient des choses de la Syrie, l'Emir Fayçal ne voulut pas laisser apparaître la faiblesse de son Gouvernement; sachant ne pouvoir gouverner sans l'appui des partis extrémistes, il se fit le champion de la politique nationaliste et retrouva en peu de temps son prestige un moment compromis.

Il fut décidé que, par les soins du Gouvernement militaire, le Congrès syrien serait à nouveau réuni.

L'Emir Fayçal insista pour que cette réunion eût lieu le plus tôt possible, avant que le Conseil suprême ait fixé définitivement le sort de la Syrie. Il ordonna que la première séance fût tenue dès l'arrivée des deux tiers des délégués.

L'Emir Zeid représentant du Président du Conseil des Mudirs, convoqua par télégramme les membres du Congrès, à qui fut officiellement indiqué le but de la réunion : la proclamation de l'indépendance absolue et la désignation de l'Emir Fayçal comme roi de Syrie.

Les officiers de liaison arabes en service dans les principales villes de Syrie et des agents envoyés de Damas par Fayçal intervinrent personnellement auprès des délégués afin de hâter leur départ, et leur payèrent des « frais de voyage ». Les membres du Congrès défaillants furent remplacés sans qu'il y eut un simulacre d'élection. A Beyrouth, les électeurs du deuxième degré ne sont pas convoqués; ce sont les

membres du parti réformiste syrien qui désignent des délégués. Le médecin particulier de Faygal est nommé député de Hebron sur « Mazbata » fabriquée de toutes pièces à Damas ; son beau-frère est nommé dans les mêmes conditions député de Naplouse.

Comme le Gouvernement de Damas craignait que la légalité de ces « élections » ne soit contestée, après même que les délégués eurent proclamé l'indépendance, les agents chérifiens firent signer aux populations intéressées des requêtes reconnaissant la validité des mandats de leurs représentants.

Pour préluder aux travaux du Congrès syrien, le 27 février 1920, dans la salle du Club Arabe à Damas, eut lieu une réunion générale d'un « Congrès palestinien » où la Nation syrienne, ses trois zones comprises, était représentée.

Y assistèrent « les délégués du Haut-Comité de la Défense Nationale, un grand nombre de membres du Congrès syrien, des délégués des partis politiques suivants : l'Indépendance arabe, l'Union syrienne, le Ahd syrien, le Ahd irakien ; l'Association du Réveil littéraire, le Club Arabe National syrien, les Emirs et les chefs des Tribus du Hauran, Beni Sakher, Fadel, ceux de Karak et des Circassiens, les Ulémas et les Chefs religieux de Damas, des notables, des avocats, des écrivains, des journalistes, des notables négociants, des chefs de corporation, un grand nombre d'étudiants des hautes écoles, des représentants de la jeunesse instruite et de toutes les religions ».

Cette réunion d'un Congrès palestinien, voulue, organisée par le Gouvernement chérifien, devait rappeler aux Puissances alliées, et plus particulièrement à l'Angleterre et à la France, que la Palestine faisait partie de la Syrie, que le sionisme était un danger pour toutes les populations syriennes et qu'en conséquence les décisions qui, dans quelques jours, seraient prises par le Congrès syrien n'intéresseraient pas seulement la zone Est, mais aussi les zones Sud et Ouest, toute la Syrie.

Le Congrès palestinien a résumé ainsi son point de vue sur la question syro-palestinienne :

« 1^o La nation syrienne affirme à nouveau ce qu'elle a maintes fois déclaré officiellement, que la Palestine est une partie inséparable de la Syrie; aussi ne cessera-t-elle de revendiquer cette unité et elle la défendra jusqu'à la dernière goutte de son sang et jusqu'au dernier souffle de la vie de ses enfants;

2^o Les habitants de la Syrie du Nord et du littoral, considèrent le danger sioniste comme dirigé également contre eux et menaçant leur existence politique et économique dans l'avenir. Ils continueront donc à le repousser complètement comme ils l'ont déjà repoussé devant la commission américaine. Ils sont aujourd'hui unanimement décidés à s'opposer effectivement aux sionistes, si les alliés persistent dans l'exécution de leur plan connu.

3^o Les habitants de la Syrie du Nord et du littoral s'associent au Congrès palestinien pour repousser tout gouvernement national qui serait formé ou toute assemblée politique qui serait tenue en Palestine avant que le Gouvernement d'occupation n'ait reconnu les demandes des Palestiniens présentées à la Commission américaine et qui sont :

Ne point séparer leur zone de la Syrie, interdire l'immigration sioniste, demander l'indépendance politique complète.

Ils repoussent aussi toute décision prise par les patriotes incompatible avec une première décision, car celle-ci ne serait que le résultat de la pression et de la crainte des baïonnettes.

Considérant que le mouvement national en cours dans le pays a pour but de revendiquer l'indépendance de la Syrie dans ses limites naturelles et de l'Irak, que ceux des colonisateurs qui sont alliés aux sionistes continuent à séparer dans leurs communiqués et leurs publications le mot « Palestine » du mot « Syrie », dans le but d'égarer l'opinion publique, considérant que leurs desseins, s'ils venaient — à Dieu ne plaise — à se réaliser constitueraient le danger le plus violent pour la paix générale dans toutes les zones arabes, les habitants de la Syrie du Nord et du littoral proclament hautement que leur mouvement national est dirigé contre quiconque s'opposerait à l'unité du pays, de

plus ils repoussent toute solution qui serait en faveur d'une zone à l'exclusion d'une autre afin que la paix ne soit pas ébranlée dans ses fondements ».

Cette affirmation de la solidarité de toutes les populations syriennes en face du danger sioniste et de l'intervention étrangère devait donner aux prochaines décisions du Congrès syrien toute leur signification.

L'Emir Fayçal n'avait pas voulu qu'à la veille d'un jour qui promettait d'être grand pour lui, il subsistât un malentendu ; malgré les Alliés, contre eux, une Assemblée qui prétendait représenter la nation syrienne fixait les limites du futur royaume.

CHAPITRE VIII

Le royaume de Syrie Le Congrès, Assemblée Constituante.

Après que le Congrès palestinien eut adressé aux Puissances de l'Entente cet avertissement solennel, il ne resta plus à l'Assemblée de la Nation qu'à réaliser son programme en proclamant l'indépendance de la Syrie sous l'égide de l'Emir Fayçal.

Les membres du Congrès syrien étrangers à la zone Est mirent peu d'empressement à se rendre à l'invitation du Gouvernement arabo-syrien. Plusieurs d'entre eux, dès qu'ils entrèrent en relation avec les autorités chérifiennes, se rendirent compte que le Congrès syrien n'avait été convoqué que dans l'intérêt de l'Emir; ils n'admirent pas que leur Assemblée fut seule à supporter le poids de redoutables responsabilités et se refusèrent à siéger. L'Assemblée nationale se trouva donc, avant même d'avoir inauguré ses travaux, privée d'utiles concours.

Ces défections devaient réaliser au sein du Congrès une unanimité favorable à la politique fayçalienne.

Le samedi 6 mars, bien que les représentants de Beyrouth, la plupart de ceux de la zone Ouest et de la Palestine, ne fussent pas encore arrivés à Damas, le Congrès syrien se réunit sous la présidence d'Abdul Rahman el Youssef; et en présence de l'Emir Fayçal, de l'Emir Zeid, du Chérif Jemil, de Riza Pacha Rikabi et de tous les hauts fonctionnaires militaires et civils du Gouvernement chérifien, fut donnée lecture d'un discours de Fayçal, longue profession de foi nationaliste, tant était grand le désir de l'Emir de dissiper les craintes qu'avaient causées aux extrémistes ses tractations avec les Puissances alliées. L'Emir ne va pas cependant jusqu'à s'insurger contre l'Entente; il s'attache à démontrer que la nation syrienne en proclamant son indépendance ne fait qu'user d'un droit qui lui a été reconnu par les Alliés; il rappelle les paroles prononcées par le président Wilson le 4 juillet 1918, à Mount-Vernon : « Le règlement de toute question concernant soit les territoires, soit la souveraineté nationale, soit les accords économiques ou les relations politiques doit être conclu sur la base de la libre acceptation de ce règlement par le peuple immédiatement intéressé, et non sur la base de l'intérêt matériel ou de l'avantage de toute autre nation ou de tout autre peuple qui pourrait désirer un règlement différent, en vue de sa propre influence extérieure ou de son hégémonie ». L'Emir rappelle également les promesses faites par l'Angleterre et la France de favoriser la création d'Etats arabes indépendants.

Les Arabes n'ont-ils pas conquis sur les champs de bataille, aux côtés des Alliés, le droit de vivre libres?

Fayçal proteste de sa fidélité à la cause des Alliés; il est tout disposé à entretenir avec les nations civilisées des relations d'amitié cordiale et sincère; pourvu que l'indépendance politique de la nation syrienne demeure complète. Sa politique sera une politique de paix « basée sur la confiance réciproque, une politique conforme aux intérêts de notre nation et à l'intérêt de la paix universelle ».

Fayçal s'attarde à donner des assurances à l'Angleterre et à la France; il éprouve une grande gêne à dire aux membres du Congrès ce qu'il attend d'eux : « J'ai tenu à vous convoquer une seconde fois, pour que vous vous prononciez sur le sort de la Syrie, selon les vœux des populations qui vous ont jugés dignes de les représenter en des jours aussi difficiles ».

Il semble ne vouloir pas influencer les délégués, mais leur laisser toute liberté d'agir dans la limite des mandats qu'ils ont reçus de leurs électeurs. « L'Europe vous surveille de près », ces quelques mots et son obstination à ne pas laisser apparaître ses ambitions personnelles suffisent à trahir le souci de l'Emir de faire accroire au Conseil suprême que les décisions du Congrès syrien seront l'expression, non de la volonté d'un homme, mais d'un mouvement national librement né du désir de tout un peuple. D'où le lachisme de l'Emir quand il parle des attributions du

Congrès: « Notre nouvel Etat, assis sur le patriotisme de ses enfants, doit d'abord décider sous quel régime il entend vivre; il doit ensuite rédiger une Constitution qui fixe à chacun de nous, à celui qui ordonne et à celui qui est ordonné, ses droits et ses devoirs. »

Cheikh Kamel el Quassab vint ensuite lire, au nom du « Comité de la Défense Nationale » et de la Nation, un manifeste qui est le complément si indispensable du discours de l'Emir que l'on ne peut avoir de doute sur son caractère officieux; il doit être tenu pour le programme politique du Gouvernement chérifien.

« Salut au noble Syrien, réuni au milieu des tempêtes de la politique pour dire la volonté de la Nation, aujourd'hui, comme il l'avait exprimée auparavant... la Nation est sûre que sa volonté sera respectée. Les membres de ce Congrès sont venus de toutes les contrées syriennes pour représenter la Syrie. Le Congrès dira donc la volonté nationale définitive. La Nation veut obtenir son droit naturel à la vie et son droit à se gouverner elle-même. En affirmant cette volonté, le Congrès obtiendra la confiance de la Nation et la représentera véritablement.

La Nation veut que le Congrès proclame l'indépendance complète de la Syrie et qu'il en supporte la responsabilité jusqu'au jour où il aura été remplacé par une autre Assemblée élue.

La Nation attend du Congrès, au cas où il proclamerait l'Emir, roi de Syrie, qu'il le proclame roi

constitutionnel, selon les idées démocratiques, pour qu'il s'inspire dans tous ses actes des principes du Gouvernement représentatif, selon la parole d'Allah : « Inspirez-vous de leurs conseils ».

La Nation attend du Congrès l'élaboration d'une Constitution basée sur les principes d'un Etat monarchique parlementaire, démocratique, décentralisé, pour la Syrie entière, dans ses limites naturelles. La Nation veut aussi que le Congrès se proclame l'Assemblée constituante, appuyée sur la volonté nationale. »

Et Cheikh Kamel el Quassab proféra cette menace que Fayçal n'avait osée :

« Voici que la Nation prépare ses valeureux enfants à la protection de la Patrie, de même qu'elle a préparé les membres de ce noble Congrès à être les gardiens de l'indépendance... Que le Congrès se montre donc énergique et qu'il sache qu'une Nation voulant vivre une vie honorable ne dédaigne pas, pour la vivre, d'aller au devant d'une mort honorable... »

Une commission de 9 membres prépara le projet de réponse au discours de l'Emir Fayçal.

Le dimanche 7 mars 1920, le Congrès syrien, en une longue séance qui fut présidée par Hachem Bey Atassi¹ et dura jusqu'au lendemain matin, discuta

1. Hachem bey Atassi venait de succéder à Abdul Rahman el Youssef à la présidence du Congrès. Furent élus; vice-président Merii Pacha Mallah, et Président suppléant : Youssef bey Hakim. Il fallait ménager toutes les susceptibilités.

cé projet et approuva à l'unanimité un texte qui résume les arguments que, depuis des mois, les partis nationalistes, les membres du Gouvernement, Fayçal lui-même ne cessaient d'invoquer en faveur de l'indépendance absolue de la Syrie dans ses limites naturelles. Mais de ces considérations générales si souvent exposées, le Congrès « qui représente complètement la nation arabo-syrienne dans ses trois zones intérieures, côtières et palestinienne » prétend tirer des conclusions qui doivent être la loi de demain.

Au nom de la nation, il instaure un régime nouveau conforme aux vœux des populations syriennes; il abat les barrières dressées par les Alliés pour des besoins militaires; aucun argument de droit ne peut être opposé aux décisions prises par un peuple dont tous les efforts tendent à réaliser son unité et à affirmer son indépendance. Le Congrès nie aux Puissances le droit qu'elles s'arrogent de maintenir les pays syriens dans un état de division qui nuit à leur développement économique et compromet leur unité politique.

Les Syriens, unis dans un même idéal, dans une même pensée, veulent vivre sous une seule et même loi; l'Angleterre et la France ne peuvent s'opposer à ce mouvement d'émancipation sans renier les principes au nom desquels elles ont fait la guerre et dicté la paix à leurs vaincus.

Voilà, très brièvement résumée, la thèse soutenue par le Congrès syrien pour légitimer ses décisions.

La présence des forces alliées en Palestine et dans la région côtière devait limiter à la zone Est l'action de cette « Assemblée Nationale », issue d'élections douteuses et qui ne représentait qu'une minorité aux tendances xénophobes.

Malgré son impuissance à faire exécuter ses décisions en zones Sud et Ouest, le Congrès syrien prononça la dissolution des Gouvernements d'occupation et proclama l'indépendance de la Syrie « dans ses limites naturelles y compris la Palestine, indépendance complète sans qu'aucun doute puisse subsister à ce sujet. »

Aux Gouvernements militaires sera substitué un Gouvernement civil, représentatif, responsable devant le Congrès.

Les tendances particularistes de certaines régions seront prises en considération; c'est ainsi que, dans le cadre de la Syrie Unie, le Liban conservera son autonomie administrative, à condition que cette province « se tienne à l'écart de toute influence étrangère ». Mais le Congrès repousse les prétentions des Sionistes de faire de la Palestine un foyer national pour les Juifs.

Le Congrès décida enfin que le lundi 18 jourmada II 1338 (8 mars 1920) l'Emir Fayçal monterait sur le trône de Syrie sous le nom de Fayçal I^{er}.

Au jour du couronnement, Fayçal, général allié devenu roi de Syrie, approuva les décisions du Congrès :

« Je prends Dieu à témoin et l'assistance que je serai un roi constitutionnel et juste » et il embrassa chacun des membres du Congrès syrien, ce qui était le signe de la cession du pouvoir, « moubayaa ».

Le royaume de Syrie, réduit aux limites de la zone Est, fit aussitôt l'essai du régime parlementaire.

Le Gouvernement militaire fut dissous. L'Emir Zeid ayant « présenté aux marches du trône royal » la démission du Medjless Al Moudirine ou Conseil des Directeurs, le roi Fayçal chargea Riza Pacha el Rikabi de former le « ministère » arabo-syrien¹, dont un des premiers actes² fut la notification aux Alliés des décisions prises par le Congrès syrien. Le ton de la note est modéré et essaie d'être persuasif; la création de trois gouvernements militaires a mis la Syrie dans une situation critique; la mauvaise utilisation de ses revenus, la dispersion des efforts n'ont pas permis au pays de relever les ruines causées par la guerre; dans la vaine attente des promesses qui lui furent faites à plusieurs reprises par les Alliés, le peuple prit peur

1. Voici la composition du premier ministère fayçalien. Président du Conseil : Ali Riza ar Rikabi; Président du Conseil d'Etat : Ala Oud Dine ad Douroubi; Intérieur : Rida As Solh; Affaires étrangères : Saïd al Houssaini; Guerre : Abdoul Hamid al Galtajji; Commerce et agriculture : Youssef el Hakim; Justice : Jalal oud Dine; Finances : Farès al Khoury; Instruction publique : Sati al Ousser.

2. Le Ministère décida le 17 mai 1920 (29 chaban 1338), de reconstituer le Conseil d'Etat sur ses bases anciennes. Le Conseil d'Etat se compose de 2 sections, chacune d'elles composée d'un Président et de trois membres. Une section pour les affaires administratives et une section financière.

et des troubles d'un caractère politique ont éclaté en plusieurs régions. La classe cultivée, pour enrayer le mal, a provoqué la réunion du Congrès syrien. Cette Assemblée n'a vu d'autre remède à la situation que la proclamation de l'indépendance complète de la Syrie et l'élévation de l'Emir Fayçal à la royauté.

C'est à la suite de ces événements que le signataire de la Note aux Alliés, Riza Pacha Rikabi, a formé un ministère dont le programme de gouvernement, approuvé par le roi, doit donner toute satisfaction aux Alliés :

1^o Protection et consolidation de l'indépendance syrienne ;

2^o Maintien de l'ordre ; égalité de tous devant la justice, sans aucune distinction de races ou de religions ; protection des droits des minorités ; protection des personnes et des biens des ressortissants des puissances étrangères ;

3^o Entretien des relations amicales entre la Syrie et les autres nations.

4^o Développement des ressources naturelles du pays ;

5^o Aide aux Alliés pour le maintien de la paix générale dans le Levant.

L'Emir Fayçal, de son côté, pour atténuer la mauvaise impression produite en Europe par la manifestation du 8 mars, écrivait au général Gouraud¹ : « La

1. Lettre du 16 mars 1920.

nation, le Congrès et le Gouvernement syrien recevront avec satisfaction les conseils de leurs nobles alliés et osent espérer obtenir leur généreux concours pour le progrès matériel et moral du pays, dans les limites de son indépendance et de son unité géographique et nationale », et à la même époque, à une question posée par un journaliste français, il répondait : « Mon intention est d'établir en Syrie un gouvernement constitutionnel, mais je n'ignore pas que le pays n'est pas mûr, du moins en certaines contrées, pour le fonctionnement d'un tel régime. Il nous faudra donc des conseils, l'aide d'une collaboration technique dans les divers services. C'est à la France que nous les demanderons, heureux si une telle association pouvait contribuer à la prospérité des deux pays. Vous pouvez, de votre côté, tout me demander, excepté une seule chose : c'est une entrave ou un affaiblissement à l'indépendance que nous venons de proclamer et qui demeure intangible ».

Les Gouvernements français et britannique refusèrent de reconnaître la validité des décisions du Congrès de Damas et firent savoir au Gouvernement de Fayçal qu'ils ne toléreraient pas l'ingérence des autorités chérifiennes dans les zones soumises à leur administration¹.

Aux protestations de ces gouvernements se joignirent celles, plus véhémentes, des habitants du Liban.

1. Déclaration de M. Lloyd Georges à la Chambre de Communes 8 mars 1920).

Réunis le 22 mars 1920, à Baabda, autour du Conseil administratif, des Présidents de Municipalités, des Cheikhs élus des villages de la montagne, les représentants des villes et territoires du Liban, en leur nom et au nom de tous leurs « frères d’Egypte, de France et des deux Amériques » s’élevèrent contre « l’acte d’usurpation », tenté sur leurs droits et à l’unanimité déclarèrent « nulles et non avenues toutes les déclarations faites à Damas en ce qui concerne le Grand Liban. »

Ainsi donc, l’Emir Fayçal, avec la complicité d’un Congrès, « ramassis d’usurpateurs », s’était taillé un royaume que les Alliés dans leur indécision allaient tolérer malgré les émouvantes protestations de tous les représentants des minorités religieuses de Syrie qui ne croyaient pas aux promesses de Fayçal et savaient, pour avoir connu la tyrannie jeune-turque, que dans un Etat musulman les « infidèles », s’ils veulent éviter la colère des dominateurs, doivent accepter de vivre en l’état d’infériorité qui leur est imposé par le Coran.

Le Congrès syrien, dans ses premières réunions, vota un certain nombre de motions d’ordre politique; il décida que, dans toute la Syrie, l’invocation dans les Mosquées serait faite au nom du roi Fayçal I^{er} et c’est à son invitation que le Gouvernement notifia à la Conférence de la Paix et aux Gouvernements alliés les décisions qu’il avait prises dans sa séance du 8 mars.

Dans le domaine de la politique intérieure, les initiatives du Congrès se heurtèrent au veto catégorique de Fayçal; des représentants ayant proposé l'élaboration de nouvelles lois et demandé que des modifications fussent apportées dans divers services du Gouvernement, Fay al adressa au Congrès une note officielle par laquelle il interdisait des « innovations de ce genre » et prescrivait l'application des lois ottomanes jusqu'à nouvel ordre et le maintien des fonctionnaires dans leurs emplois.

Quelles seront donc les attributions de cette Assemblée représentative à qui un roi constitutionnel interdit toute ingérence dans les affaires de l'Etat ?

La déclaration ministérielle lue le 27 mars 1920 au Congrès nous apporte quelques renseignements à ce sujet. Le Gouvernement s'ingénie à rendre légère la tutelle du Congrès : « Votre administration intérieure restera ce qu'elle est, en attendant la promulgation de la loi fondamentale de l'Etat... le gouvernement prie donc votre honorable Conseil de commencer dès maintenant la discussion de cette loi.... »

Le Congrès se mit aussitôt à son œuvre constitutionnelle. Bien que la tension croissante des relations du Gouvernement de Damas avec les autorités alliées eut obligé le Congrès à consacrer de nombreuses séances à l'examen des problèmes de politique étrangère et provoqué la chute du ministère Rikabi, une Constitution fut élaborée en trois mois.

CHAPITRE IX.

La Constitution Syrienne¹.

Le 3 juillet 1920, la Constitution du royaume syrien-arabe a été approuvée à l'unanimité par le Congrès syrien de Damas.

Nous ne décrivons pas toutes les institutions que cette Constitution prétendait établir; beaucoup d'entre elles manquent d'originalité; quelques-unes, cependant, sont caractéristiques de la situation politique des pays syriens au lendemain de la guerre et font clairement apparaître les désirs d'indépendance et d'unité qui animaient les délégués au Congrès.

Une première remarque s'impose : le Congrès ne précise pas les limites du nouveau royaume; il les fixera ultérieurement (art. 3). Dans la pensée des auteurs de la Constitution, ces limites ne peuvent être celles de l'ancienne zone Est : l'article 2 proclame le principe de l'indivision des pays syriens, de tous les pays syriens. La Syrie doit former une unité politique,

¹ I. Annexe : Le projet de Constitution du royaume syrien-arabe, tel qu'il a été adopté par le Congrès syrien de Damas.

dans ses frontières naturelles. Les monts Ansariéhs la chaîne du Liban, les plateaux de Palestine ne peuvent être la limite de l'autorité du Roi. Le royaume syrien-arabe prétend s'étendre jusqu'au Sinaï, jusqu'au Taurus, jusqu'à la mer. Le texte de la Constitution en est la preuve : «.... les forces navales..... les ports, les phares..... relèvent exclusivement de la compétence du Gouvernement général » (art. 35). « Sont affectées au Budget général..... les taxes sur..... les ports, les phares..... les quarantaines, les vaisseaux la pêche..... » (art. 38).

Si l'on veut bien se souvenir que la zone soumise à l'autorité de fait du Gouvernement de Damas est strictement continentale, le projet de Constitution apparaît comme l'expression de la volonté du Congrès de ne pas se soumettre aux décisions prises par le Conseil suprême à San-Remo.

Une autre remarque préliminaire est indispensable : que reste-t-il du projet de Confédération des Etats arabes ? quel est le lien confédéral qui doit unir la Syrie au Hedjaz, à l'Irak ? Le Congrès a proclamé l'indépendance absolue du royaume : le Roi cependant doit appartenir à la dynastie de Hussein I^{er}, roi du Hedjaz (art. 5).

La Constitution, affirmation solennelle du nationalisme syrien consacre l'échec du mouvement panarabiste hedjazien.

A. — LA FONCTION EXÉCUTIVE.

LE ROI.

Le Gouvernement syrien-arabe est monarchique (art. 1^{er}). Si le roi meurt sans laisser de parents consanguins mâles, le Congrès¹ à la majorité des deux tiers de ses membres, élit son remplaçant, qui doit appartenir à la dynastie hachimite.

Si le roi est mineur, le Congrès désigne le régent. Le roi est chef du pouvoir exécutif; il est respecté, mais n'est pas responsable (art. 8).

Le roi signe les traités qui ne deviennent exécutoires que s'ils sont approuvés par le Parlement (art. 9). Il approuve les lois, les rend exécutoires; s'il s'y refuse le Parlement peut l'y contraindre (art. 64). Il désigne le Président du Conseil et approuve le choix des ministres, mais ne peut les révoquer.

Il nomme le tiers des sénateurs et a le droit de dissoudre la Chambre des Députés, avec l'appui du Sénat et du Conseil des Ministres.

Le Roi prend des décisions exécutoires au moyen de décrets qui doivent être contresignés par le président du Conseil et le ministre intéressé.

1. Par « Congrès », il faut entendre la Chambre des Députés et le Sénat réunis en Assemblée générale.

LE MINISTÈRE.

Nous avons vu que le roi désigne le président du Conseil et approuve le choix des ministres.

La Constitution consacre l'indépendance du Ministère vis-à-vis du roi; aucun membre de la famille royale ne peut faire partie du ministère; le roi ne révoque pas les ministres.

Le Ministère n'est responsable que devant la Chambre des Députés¹ (art. 28 et 94) mais il doit répondre aux interpellations qui lui sont adressées par le Sénat. Il existe une responsabilité individuelle des ministres pour l'administration spéciale de leur département (art. 31 et 44); la chute du président entraîne la démission collective de tout le Cabinet. Si le conflit se prolonge entre la Chambre des Députés et le nouveau Ministère, le roi peut faire appel à la Nation : il dissout la Chambre des Députés.

Les ministres encourent également une responsabilité juridictionnelle. La Chambre des Députés, à la majorité des deux tiers, est autorisée à traduire le ou les ministres devant la Haute Cour de Justice (art. 45 et 46). Les ministres ne bénéficient d'aucune immunité à moins qu'ils ne soient membres du Parlement.

Le Conseil en corps constitue le Gouvernement général. La Constitution fait de cette collectivité un

1. La Chambre des Députés est entièrement issue de l'élection; son caractère représentatif est évident.

pouvoir supérieur à chacun des ministres (art. 25). Durant les vacances parlementaires, et en cas de nécessité, le Conseil des Ministres peut édicter des lois qui sont exécutoires, sous réserve de l'approbation du roi (art. 40). L'autorité qu'exerce le Président du Conseil sur les membres du Cabinet ne se manifeste qu'en une seule circonstance; sa chute entraîne celle de tout le Conseil. Le système ministériel syrien n'a donc pas le caractère bureaucratique : le Président du Conseil n'a pas de pouvoirs propres; il n'est pas le supérieur hiérarchique de ses collègues. Le principe de la responsabilité ministérielle laisse à chacun des ministres une certaine liberté d'action.

B. — LA FONCTION LÉGISLATIVE

a) *La fonction électorale.*

La Nation doit au Roi le respect. Le Roi doit demeurer fidèle à la Nation (art. 7 et 8).

Le Gouvernement du royaume est représentatif; le peuple ne prend pas d'initiatives; il ne participe au Gouvernement que par l'intermédiaire des représentants qu'il a élus. Toutefois, les habitants peuvent adresser individuellement ou collectivement, des plaintes écrites, publiques ou privées, aux autorités compétentes et aux assemblées représentatives (art. 16). La Constitution n'établit aucune procédure pour l'examen de ces plaintes.

Le peuple peut également faire connaître directement sa volonté, par son suffrage : il a l'exercice de la fonction électorale ; il peut en user librement, sans craindre une intervention gouvernementale (art. 78). La Nation élit les membres de la Chambre des députés par un vote à deux degrés.

Tout Syrien est appelé à désigner les électeurs du second degré. L'article 79 constitue une innovation intéressante : tout diplômé des écoles supérieures bénéficiera de deux voix.

L'électeur du second degré doit être un homme libre : il ne peut être ni fonctionnaire ni domestique.

Il y a un député par 40.000 habitants ou par fraction supplémentaire supérieure à 20.000 habitants.

Le « Mudirié » est la circonscription électorale ; s'il compte moins de 20.000 habitants, il est rattaché au « Mudirié » le plus voisin.

L'élection se déroule dans deux cadres différents : d'abord, dans les « zones électorales », petites circonscriptions électorales comprenant au moins 200 électeurs. Le collège électoral de la « zone » est constitué pour l'ensemble des électeurs du 1^{er} degré qui élisent les délégués qui seront électeurs au 2^e degré, à raison de 1 délégué par 200 électeurs, ou fraction supplémentaire supérieure à 100.

Dans un même mudirié, l'ensemble des électeurs du 2^e degré forme le collège électoral qui est appelé à élire le ou les députés.

L'article 89 mérite quelque attention; il est la seule disposition vraiment originale de la Constitution : « Toute Province sera considérée pour les minorités comme formant un seul collège électoral; le chiffre étalon est de 30.000 et, au-dessus de ce nombre, la seule fraction à prendre en considération est celle de 15.000. » Cet article ne s'explique que par des raisons politiques : il constitue la « prime offerte » aux communautés religieuses autres que la musulmane sunnite pour prix de leur attachement à la dynastie chérifienne.

La province est une circonscription très vaste qui permet de grouper les éléments épars de chaque communauté religieuse pour leur donner un représentant de leur rite.

Qu'aurait été la loi électorale annoncée par l'article 92? La législation ottomane ne peut nous donner aucune indication; le système électoral turc ne tient pas compte de l'existence de Communautés religieuses¹.

Chacune des communautés religieuses devait-elle élire, dans le cadre de la province, ses représentants à raison de un par 30.000 habitants? C'est probable.

1. Il faut préciser; la législation ottomane n'ignore pas les communautés religieuses; la plupart ont été reconnues officiellement par le Gouvernement ottoman et jouissent d'assez larges prérogatives en matière de statut personnel. Dans certaines régions les hauts dignitaires religieux, de droit, faisaient partie des Conseils administratifs. En Syrie « où on adore Dieu sous un douzaine de formes différentes » malgré l'enchevêtrement des groupements religieux, chaque rite vit politiquement renfermé sur lui-même, constitue un « tout » ayant une existence propre, une « nation ».

Mais le Congrès ne veut pas être accusé d'avoir fait œuvre réactionnaire¹, il proclame que « tout député est censé représenter les Syriens » (art. 84).

Le peuple n'intervient pas directement dans l'élection des membres du Sénat : Les sénateurs sont élus par les Assemblées provinciales ou nommés par le roi (art. 66-67) Le nombre des sénateurs de la minorité sera égal au quart du nombre des députés pour les communautés minoritaires (art. 68).

b) *Le Parlement.*

Le Parlement a deux Chambres : la Chambre des Députés et le Sénat (art. 48). Ces deux Assemblées réunies forment le Congrès ou Assemblée constituante.

De droit, le Parlement tient, chaque année, une session qui doit avoir une durée de 4 mois. Le roi a la

1. Le Haut Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban a pris, le 10 mars 1922, un arrêté n° 1307 « concernant l'élection des membres du Conseil représentatif du Grand Liban ». Cet arrêté institue la représentation proportionnelle des différentes communautés religieuses, sans avoir recours au scrutin par communauté. L'attribution des sièges est faite par arrêté du Gouverneur proportionnellement au nombre des adhérents aux différents rites dans tout l'Etat du Grand Liban. Pour répartir les sièges entre les municipes et les Sandjaks, qui sont les circonscriptions électorales, il est établi un quotient électoral qui s'obtient en divisant le chiffre total de la population électorale par le nombre des membres du Conseil représentatif à élire.

L'ensemble des électeurs de la circonscription électorale, sans distinction de rite, forme un collège électoral unique qui désigne le ou les candidats à élire.

faculté de prolonger la durée normale de la session et de convoquer le Parlement en session extraordinaire.

Les Chambres, réunies en Congrès, détiennent le pouvoir constituant (art. 63). Le Congrès a le droit de modifier la Constitution, mais à condition de réunir la majorité des deux tiers. Le Congrès peut être appelé à désigner le roi ou le régent

Le Parlement possède le pouvoir législatif (art. 64). Le Parlement peut contraindre le roi à mettre en vigueur les lois qu'il a votées (art. 64). Le Parlement donne la force exécutoire aux traités signés par le roi.

En cas de désaccord entre les deux Assemblées, une commission composée d'un nombre égal de sénateurs et de députés est nommée en vue de régler le différend. A défaut d'entente, le projet tel qu'il a été voté par la Chambre des Députés sera exécutoire, s'il réunit une majorité spéciale. En matière budgétaire, la prédominance de la Chambre sur le Sénat est encore plus nette : Le Sénat ne peut user qu'une seule fois de son droit de veto (art. 62).

La Chambre des Députés jouit d'un certain nombre de prérogatives qui lui sont particulières, car, seule, elle représente effectivement le peuple :

1^o Elle peut, par un vote de défiance, amener la chute du Ministère (art. 44) et traduire devant la Haute Cour les membres de la Cour des Comptes.

2^o Elle exerce une surveillance attentive du pouvoir exécutif (art. 45 et 96).

3^o Elle examine le compte définitif de chaque exercice (art. 105).

C'est en raison du mode de désignation de ses membres que le Sénat n'est pas une Assemblée de l'importance de la Chambre des Députés. Un vote du Sénat n'est jamais décisif. Le Sénat apparaît avant tout comme un organe modérateur; il interviendra comme arbitre dans les conflits qui pourront s'élever entre le Conseil des Ministres et la Chambre des Députés; il est également une représentation des provinces auprès du pouvoir central et ne peut pas être dissous. Les membres du Sénat, même s'ils ont été nommés par le roi, ne sont pas inamovibles.

c) *L'Organisation provinciale.*

La division du royaume en provinces dotées d'une grande autonomie est une satisfaction accordée aux tendances particularistes des populations syriennes.

La province ne doit pas avoir moins de 25.000 kilomètres carrés et un nombre d'habitants inférieur à 15.000. Dans les régions peuplées (Liban, Bekaa), la province sera donc une circonscription administrative importante.

Les autorités de la province sont au nombre de deux.

1^o *Le Gouverneur général.*

Nommé par la Couronne, il est le représentant du pouvoir central et le chef de l'administration provinciale.

En sa qualité de représentant du pouvoir central, le Gouverneur général contrôle mais ne dirige pas l'administration nationale dans la province (art. 136).

Le Gouverneur général est surtout et d'abord l'agent d'exécution de la province, considérée comme groupement autonome. La Constitution l'oblige d'exécuter les décisions prises par la Chambre des Députés de la province. En cas de conflit entre les deux pouvoirs, le différend est soumis à l'arbitrage non pas du pouvoir central, mais du Sénat, c'est-à-dire d'une assemblée représentant auprès du pouvoir central les Chambres provinciales.

2^o *La Chambre des députés de la province.*

L'autorité représentative de la province en tant que groupement autonome est la Chambre des Députés de la province. Les députés provinciaux sont élus au suffrage universel, à raison de 1 par 20.000 habitants. Chaque groupe de 15.000 habitants appartenant à une communauté minoritaire a droit à un député.

La Chambre provinciale tient une séance de droit chaque année. Elle a des attributions législatives : elle vote le budget et les lois de la province. Les lois seront rendues exécutoires par le Roi. Le Roi peut se refuser à mettre en exécution une loi votée par une Chambre provinciale ; dans ce cas, on a recours à l'arbitrage du Sénat. La Chambre provinciale a le contrôle des services provinciaux ; à cet effet elle peut nommer des commissions d'enquête.

Cette Assemblée a également un rôle politique ; elle élit les sénateurs. Cette fonction politique a une importance capitale ; elle assure aux Chambres provinciales une autonomie complète vis-à-vis du pouvoir central ; nous avons vu, en effet, que leurs décisions sont, en cas de conflit avec le pouvoir central, soumises à l'examen du Sénat, qui sera tenu de prendre une décision que le Roi devra rendre exécutoire.

Les auteurs de la Constitution syrienne du 3 juillet paraissent s'être surtout inspirés des idées constitutionnelles en cours dans les pays de gouvernement parlementaire.

Si l'on fait abstraction de la Constitution ottomane de 1908 qui n'est elle-même qu'une copie, on peut dire que la Constitution syrienne n'est qu'une adaptation orientale du régime parlementaire tel qu'il est pratiqué en Grande Bretagne ou en France, un assemblage de formules aux origines diverses. Certaines sont em-

pruntées à la législation des pays d'Occident, d'autres ne sont que l'expression de hardies idées d'école.

Quel rendement attendre d'une machine composée d'éléments aussi disparates? N'y aurait-il pas des heurts?

On est en droit de s'étonner du manque d'équilibre entre l'exécutif et le législatif. La Constitution institue la responsabilité ministérielle et permet au Roi de dissoudre la Chambre; en apparence les forces en présence sont égales. En réalité la Constitution consacre la toute puissance de la Chambre des Députés.

Dans la province, dans l'Etat, ce sont des élus du peuple qui, finalement, doivent avoir le dernier mot. Que peuvent le Roi, le Conseil des Ministres contre la volonté de la Chambre? Le Sénat n'a qu'un rôle de médiateur entre le pouvoir exécutif et les représentants de la Nation entre le pouvoir central et les pouvoirs locaux.

La Chambre peut tout : elle contrôle le travail des ministres, elle les renverse. Pour combattre son omnipotence, le Roi n'a qu'une arme : la dissolution; encore ne peut-il en user qu'avec l'aide du Conseil des ministres et du Sénat.

La Syrie était-elle mûre pour un tel régime? Les événements se sont chargés de démontrer l'erreur des constructeurs de la Constitution. Ce sont de malencontreuses interventions du Congrès syrien dans le domaine exécutif qui ont amené la chute du Gouver-

nement de Damas, ruiné les espérances du nationalisme syrien. Pouvait-il en être autrement? Il manquait à la Syrie l'expérience du gouvernement populaire. Jusqu'en 1908, le pays a vécu courbé sous le joug ottoman sans jamais être consulté. Le régime jeune turc a donné aux Syriens un bulletin de vote; la Syrie connut alors la tyrannie du Comité Union et Progrès. Les élections ne furent pas libres; pas plus que n'auraient été libres les élections aux Assemblées populaires que la Constitution syrienne avait instituées.

Les masses syriennes sont profondément ignorantes; l'immense majorité des citoyens ne sait ni lire, ni écrire.

Le peuple syrien a des instincts politiques, mais il ne sait pas voter; il vote sur un mot d'ordre de ses chefs, religieux ou civils, sans enthousiasme.

Le Congrès syrien aurait commis une lourde erreur psychologique s'il avait sincèrement prétendu installer un gouvernement populaire, un gouvernement d'opinion.

Le voulut-il? Le caractère du système électoral (vote à deux degrés) nous autorise à dire non. Sous des apparences démocratiques, le Gouvernement syrien-arabe n'aurait été, ne pouvait être qu'un instrument aux mains d'une oligarchie, souvent ignorante, rarement généreuse.

CHAPITRE X

Le gouvernement Chérifien contre le mandat français.

La proclamation de l'indépendance de la Syrie par le Congrès marquait une nouvelle étape dans l'évolution politique des pays syriens.

Depuis juin 1919, les représentants de la Syrie, qui se disent la représentation légale du pays, en invoquant la haute autorité du président Wilson, revendiquaient pour le peuple syrien le droit de disposer librement et souverainement de ses destinées. Le 8 mars 1920, ils sont passés aux actes; ils ont affirmés à la Syrie la qualité d'Etat souverain et indépendant; en trois mois, ils ont donné au royaume nouveau-né ses lois fondamentales; le vote unanime du 3 juillet 1920 devait être la dernière phase de la métamorphose d'un pays d'occupation militaire en un royaume indépendant.

Un royaume de Syrie était né; il lui restait à vivre.

Quelle devait être la portée pratique de la proclamation du 8 mars ?

Nous avons vu qu'une de ses premières conséquences avait été la disparition du Gouvernement militaire, immédiatement suivie de la constitution d'un ministère, responsable — du moins en théorie — devant l'Assemblée de la Nation.

Un nouveau gouvernement s'était donc constitué à Damas qui prétendait s'engager dans la voie du régime parlementaire et faire, grâce à l'appui des représentants de toutes les régions syriennes, du royaume souverain de Syrie une vivante réalité.

La souveraineté dont le Congrès venait de doter la Syrie ne pouvait résulter d'une simple manifestation de délégués dont les pouvoirs contestés par une fraction imposante de la population syrienne.

La seule vertu des mots ne suffit pas à créer un régime politique nouveau.

La souveraineté, dans la société d'hommes qu'est la nation, est cette autorité supérieure qui s'impose aux volontés individuelles et ne reconnaît point de puissance supérieure ou concurrente quant aux rapports qu'elle régit¹.

Elle sort du domaine de la fiction juridique pour se révéler par des manifestations concrètes; elle résulte d'un ensemble de faits qui constitue l'exercice de l'autorité publique : garantir et défendre la nation contre les attaques du dehors, maintenir l'ordre à l'intérieur, rendre la justice.

1. A. Esmein, — *Eléments de Droit constitutionnel français et comparé*.

Il est vain pour une société politique naissante d'affirmer son autorité, quand elle ne dispose d'aucune force pour se faire obéir, pour imposer ses lois.

L'existence d'un Etat indépendant et souverain suppose un territoire dont aucun des habitants n'échappe à son autorité.

Il ne suffisait donc pas au pouvoir qui s'était révélé à Damas, de proclamer que la Syrie, dans ses limites naturelles, est un Etat souverain et indépendant pour qu'aussitôt il eût à sa libre disposition tous les attributs de la souveraineté.

Si, dans les limites de la zone Est, l'autorité du Gouvernement de Damas n'était guère contestable, il n'en était pas de même dans les autres régions de la Syrie que le pouvoir de Damas prétendait soumettre à ses lois.

En zone Sud, les troupes britanniques, en zone Ouest, les troupes françaises assumaient l'autorité et cette autorité était sans partage. Les éléments indigènes que les administrations britannique et française avaient appelés à collaborer à leur œuvre étaient maintenus dans un état de subordination complète : tous étaient responsables devant l'autorité étrangère.

Il y avait donc en Palestine et dans la région littorale une autorité britannique et une autorité française qui étaient complètement obéies ; le seul

fait de cette obéissance suffisait à écarter les prétentions de Fayçal et à réduire à sa juste portée les conséquences de l'Acte du 8 mars.

En mars 1920, la situation en Syrie était la suivante en Palestine, la Grande Bretagne, puissance occupante, impose son autorité; dans la région littorale, c'est la France qui gère seule les intérêts des populations; les territoires qui formaient la zone Est constituent un royaume de Syrie dont la souveraineté intérieure est complète, n'étant même pas limitée par les institutions capitulaires¹. On a pu soutenir l'illégitimité du royaume de Syrie en alléguant l'illégalité des élections du Congrès et en représentant l'Emir Fayçal comme un général allié en « état de rebellion ». Cette thèse est difficilement défendable; le seul fait que ce royaume existe, qu'il constitue une force qui s'impose, sans soulever de protestations sérieuses, domine, anéantit l'illégitimité de son origine. Mais il n'est légitime que là où s'étend son autorité, c'est-à-dire dans les limites de l'ancienne zone Est.

L'Acte du 8 mars, dans l'esprit de ses auteurs, devait avoir une autre portée. Ce sera l'œuvre des trois mois de règne de Fayçal d'essayer, d'abord par les moyens de la diplomatie, ensuite par la force, d'étendre son autorité sur l'ensemble de la Syrie.

1. L'abolition des Capitulations décrétée par le Gouvernement ottoman a été maintenue par les autorités chérifiennes. (Lettre d'Ali Riza Pacha en Rikabi au Consul royal d'Espagne à Damas, 29 mars 1919).

Par une lettre en date du 16 mars 1920, Fayçal demande au Général Gouraud d'intervenir auprès du Gouvernement français afin d'obtenir « le généreux concours » de la France « pour le progrès matériel et moral » du nouvel Etat « *dans les limites de son indépendance et de son unité géographique et nationale* ».

En mai 1920, ses propositions sont plus précises : il désire être représenté en zone Ouest par un délégué civil qui serait « chargé de veiller aux intérêts de ses compatriotes ».

Une lettre du 22 mai 1920 ne laisse subsister aucun doute sur les intentions de l'Emir : « en échange de son aide militaire qu'il offre à la France pour combattre les Turcs¹, il demande que le Gouvernement français reconnaisse « le rattachement de la direction politique de la zone Ouest au Gouvernement de Damas, à l'exclusion du Liban ». En d'autres termes, Fayçal réclame du Gouvernement français une déclaration aux termes de laquelle le soin d'administrer la zone Ouest, à l'exception du Mont Liban, serait confié aux autorités chérifiennes de Damas.

Le Haut-Commissaire de la République française en Syrie oppose aux prétentions de Fayçal la foi qui est due aux traités; il n'admettra aucune ingérence politique des autorités chérifiennes en zone

1. A cette époque, du côté d'Aïn-Tab, d'Ourfa, les troupes françaises de l'armée d'occupation défendent héroïquement contre les bandes kémalistes la frontière Nord de la Syrie.

Ouest : « En ce qui concerne le rattachement de la zone Ouest dès maintenant au Gouvernement de Damas, j'ai déjà, à plusieurs reprises, eu l'occasion d'exprimer à Votre Altesse Royale que, dépositaire d'une zone d'occupation militaire qui m'est confiée jusqu'au règlement de la paix, il m'est impossible de mettre mon Gouvernement devant le fait accompli et d'apporter à l'administration de ces territoires, au moment où vraisemblablement ils vont recevoir du Congrès de la Paix leur statut définitif, une modification qui serait une consécration des actes du Congrès de Damas, alors que ces actes n'ont pas encore été reconnus officiellement par le Gouvernement de la République. »

Entre temps, le Conseil suprême s'est réuni à San Rémo; le problème du Proche Orient retient son attention; il confirme les clauses de l'accord Lloyd George-Clemenceau du 15 Septembre 1919; les décisions qu'il prend à cet égard feront, plus tard, l'objet de l'article 94 du Traité turc du 10 Août 1920¹ : « Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour que la Syrie et la Mésopotamie soient, conformément au paragraphe 4 de l'article 22, Partie 1 (Pacte de la Société des Nations) provisoirement reconnues comme Etats indépendants, à la condition que les conseils et l'aide d'un mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules. »

1. Le Traité a été signé à Sèvres.

Les Alliés conviennent à San Rémo que c'est à la France que sera confié l'exercice d'un mandat sur la Syrie; et, par « Syrie », il faut entendre l'ensemble des zones Ouest et Est.

La Conférence de San Rémo crée donc une situation nouvelle; elle confirme tacitement la proclamation d'indépendance du 8 mars, mais y apporte une atténuation : un mandataire donnera aide et conseils au nouvel Etat.

Le Gouvernement de Fayçal se déclare prêt à « accepter » l'aide du Gouvernement français : « Nous comptons lui demander tout ce qui nous sera nécessaire en ami et en allié ». Mais d'un mandat, il ne saurait être question. — « Nous ferons tout notre possible pour nous libérer de ce joug », affirme le ministre syrien des Affaires étrangères aux applaudissements du Congrès.

San Rémo a posé le problème du mandat : le Gouvernement de Fayçal refuse de l'étudier; il est entièrement sous l'influence du Congrès syrien dont la majorité extrémiste n'admet aucun compromis avec une puissance étrangère.

Dans une note, du 14 juillet, adressé à Fayçal, le général Gouraud a défini ce qu'il faut entendre par mandat : « Le mandat respectera l'indépendance des populations syriennes; il demeurera entièrement compatible avec le principe du gouvernement par les autorités syriennes régulièrement investies de

leur pouvoir par la volonté populaire. Il ne comportera de la part de la puissance mandataire qu'un concours apporté sous forme d'aide et collaboration mais qui, en aucun cas, ne prendra la forme coloniale d'une annexion ou d'une administration directe. »

Une mission française sera chargée d'étudier l'application du mandat français dans la zone Est¹; elle comprendra :

Une section militaire;

Une section financière (impôts, comptabilité, biens d'Etat, cadastre, postes);

Une section administrative (assistance, hygiène);

Une section économique (agriculture, mines, travaux publics);

Une section pour la justice et la police;

Une section pour l'instruction publique.

L'Emir Fayçal déclare, non sans formuler des réserves, se soumettre à ce qu'il appelle « l'ultimatum du 14 juillet ». — Entre temps, il invite la Nation à préparer tout ce qu'elle possède comme moyens de défense et à verser la dernière goutte de son sang ».

L'attitude du Congrès syrien est plus ouvertement hostile à la France; dans sa séance du 19 juillet, il dicte au ministère la conduite à suivre, dans l'ordre du jour suivant :

« Le Congrès Syrien.....

1. Note du Général Gouraud à l'Emir Fayçal (22 juillet 1920).

Décide :

« qu'il n'est permis à aucun gouvernement d'accepter au nom du pays des conditions opposées à l'ordre du jour du 8 mai¹;

« Déclare :

« anticonstitutionnel le Cabinet actuel s'il vient à manquer à son devoir à l'égard du pays en signant un accord contraire à cet ordre du jour;

« Considère :

« qu'un tel accord serait nul et non avenue et que les membres du Cabinet en seraient rendus responsables devant la patrie;

« le Congrès syrien considère enfin la Syrie comme indépendante, ainsi qu'il l'a déclaré au nom de la Nation dans son ordre du jour historique, ordre du jour dans lequel il se basait sur les droits naturels du pays et sur les droits écrits, ordre du jour dans lequel il déclarait enfin que toute ingérence dans le pays (due soit à la force, soit à l'appui des personnes non mandatées à cet effet) était illégal et que le pays avait le droit de la repousser à n'importe quel moment ».

- 1. Le 8 mai, le Congrès syrien avait voté un ordre du jour approuvant la politique du ministère qui s'était déclaré prêt à repousser les décisions prises à San Rémo relatives à l'attribution d'un mandat à la France et au morcellement de la Syrie.

Les éléments qui sont la clientèle habituelle des Comités politiques inspirent les décisions du Congrès et du Gouvernement; ces forces anonymes, irresponsables, ne constituent qu'une minorité, mais une minorité turbulente qui dicte la loi à une majorité trop veule pour imposer son désir de paix.

Le Comité de la Défense Nationale arme des irréguliers; la menace chérifienne contre la zone Ouest se précise. Le 24 juillet, les troupes françaises passent à l'offensive; le lendemain, elles occupent Damas, la capitale du royaume chérifien.

Le roi Fayçal 1^{er} a fui; le Gouvernement s'est disloqué; les membres du Congrès syrien se sont dispersés

L'occupation française de la Syrie intérieure devait avoir des conséquences juridiques curieuses.

Le royaume de Syrie n'avait pas été reconnu par les Gouvernements étrangers, la France en particulier; n'ayant pas été admis dans la communauté internationale, il était, au point de vue international, inexistant.

La situation juridique des pays ayant formé le royaume de Syrie redevient ce qu'elle était avant la proclamation de l'indépendance

Les troupes françaises occupent des provinces ottomanes, des territoires ennemis.

L'occupation n'a que la portée d'une opération de police.

Aucun traité n'est donc nécessaire pour consacrer la victoire de la France.

Mais si le royaume de Syrie, pour n'avoir pas été reconnu par les Puissances, ne peut être traité comme une personne du Droit des gens, il est cependant évident que le gouvernement de Fayçal, pendant de longs mois, a été seul à assumer l'autorité dans la Syrie continentale; l'exercice de cette souveraineté intérieure est un fait qui a trop marqué de son empreinte les institutions du pays pour être négligeable. A moins de nier l'activité politique du Gouvernement chérifien, on est forcé d'admettre une continuité juridique entre le royaume de Syrie[•] et le régime de l'occupation française.

Au point de vue interne, l'autorité occupante tire de son occupation des conséquences logiques, en décidant que les lois, régulièrement édictées sous le gouvernement de Fayçal, resteront en vigueur à moins qu'elles ne soient ultérieurement abrogées; de même les Gouvernements de Damas et d'Alep, héritiers du royaume de Syrie, prendront à leur charge les obligations pécuniaires contractées par le régime disparu.

Ce sera la tâche des autorités françaises d'adapter les institutions créées par l'Emir Fayçal aux justes

nécessités du pays et de préparer, dans un esprit de justice bienveillante et avec un profond désintéressement, la fusion politique et morale de la Syrie intérieure et des régions littorales.

Vu :

Le Doyen,

BERTHÉLEMY.

Vu et lu :

Le président de la thèse,

C. PERREAU.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie

de Paris,

APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

- La Syrie*, par le Docteur George SAMNE.
La France en Syrie et au Liban, par Gustave GAUTHEROT
Corps de droit ottoman, par Georges YOUNG.
Législation ottomane depuis le rétablissement de la Constitution, par BILLIOTTI et AHMED SEDAD.
La Syrie de demain, par Nadra MOUTRAN.
Comment la France s'est installée en Syrie, par le Comte R. de GONTAUT-BIRON.
La correspondance d'Orient (Années 1918, 1919, 1920).
L'Asie française (Années 1918, 1919, 1920)
Revue des Deux Mondes. (N^o du 1^{er} décembre 1921).
Revue politique et parlementaire. (N^o du 10 février 1922).
Al Acimat, journal officiel du gouvernement chérifien (Années 1919, 1920).
Archives du Haut-Commissariat de la République Française en Syrie et au Liban.
Archives du Service des Renseignements politiques et militaires de l'Armée française du Levant.
Archives du Gouvernement de Damas.
Notes inédites de l'officier interprète MATTE, de la Mission française auprès de l'Armée du Hedjaz.
-

PROJET DE CONSTITUTION

qui a été lu au Congrès qui l'a approuvé après une seule lecture.

L'an 1338 de l'Hégire.
1919 de l'Ere Chrétienne.

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales.

Article premier. — Le Gouvernement du royaume syrien arabe est un gouvernement monarchique, civil et représentatif, ayant pour capitale Damas et pour religion d'Etat l'Islam.

Article 2. — Le royaume syrien se compose de pays indivisibles, ayant une unité politique.

Article 3. — En vertu de cette constitution, ces pays jouissent d'une autonomie administrative. Le Congrès² fixera les limites de ces pays par un règlement spécial qu'il édictera à cet effet.

Article 4. — La langue officielle du Gouvernement est l'arabe.

1. Archives du Service des Etudes Législatives du Haut-Commissariat de la République Française en Syrie et au Liban. Dossier « Damas ». Ce projet de Constitution n'a pas, à notre connaissance, été encore publié.

2. Il ne s'agit plus du Congrès syrien, mais de la Chambre des députés et du Sénat réunis en Assemblée générale.

CHAPITRE II

Le Roi et ses attributions.

Article 5. — Le trône du royaume syrien appartient et passe du plus âgé au plus âgé d'entre les fils du Roi Fayçal I^{er}. Si l'un des rois n'a pas de fils, le trône appartiendra au plus âgé de ses plus proches parents consanguins mâles. Au cas où il n'y aurait plus de descendants consanguins mâles du roi Fayçal I^{er}, le Congrès, à l'assentiment des deux tiers de ses membres, élira pour la Syrie un roi issu de la dynastie de Hussein I^{er}, roi du Hedjaz.

Article 6. — Le roi n'est intronisé qu'à 18 ans révolus, si la couronne passe à un héritier présomptif n'ayant pas atteint cet âge, le Congrès désignera un régent qui gouvernera le royaume au nom du roi. Le régent ne devra pas appartenir à l'armée. Il devra prêter serment de respecter les lois divines, d'être fidèle à la nation et au roi et d'observer la Constitution.

Article 7. — Au moment de son intronisation, le roi devra prêter serment devant le Congrès de respecter les lois divines, d'être fidèle à sa nation et d'observer la Constitution.

Article 8. — Le roi est respecté et n'est pas responsable.

Article 9. — Le roi est le commandant en chef; il déclare la guerre, signe la paix et les traités, mais il doit soumettre ses décisions à l'approbation du Parlement. Les traités ne deviennent exécutoires qu'après leur approbation. Il appartient au roi, après obtention de l'assentiment du Parlement d'accorder l'amnistie générale. Il désigne le Président du Conseil, approuve la formation du Ministère, accepte sa démission, sanctionne les lois, gracie les condamnés, atténue leur peine, ouvre les sessions du Parlement, le convoque en dehors des sessions ordinaires et prolonge la durée de ses réunions en cas de besoin. Il a le droit de dissoudre la Chambre des Députés en exécution de l'art. 94; la monnaie est frappée en son nom. Il confère les décorations et octroie les grades militaires et les fonctions civiles, conformément aux règlements.

CHAPITRE III

Droits des individus et des groupements.

Article 10. — L'appellation de « syrien » est donnée à tout individu originaire du royaume syrien arabe. La nationalité syrienne peut être acquise et perdue conformément aux dispositions de la loi sur les nationalités.

Article 11. — Les Syriens sont égaux devant la loi quant aux droits et aux obligations.

Article 12. — La liberté individuelle des gens est protégée contre toute atteinte. Aucune arrestation ne pourra être faite que pour les motifs et dans les cas prévus par la loi.

Article 13. — Il est défendu de torturer quelqu'un ou de lui porter préjudice pour quelque raison que ce soit.

Article 14. — Il est défendu de violer la liberté des croyances et des religions et d'interdire les cérémonies religieuses de n'importe quelle communauté, à condition que ces cérémonies ne troublent pas la sécurité publique, et ne portent pas atteinte aux autres cultes et religions.

Article 15. — L'organisation des tribunaux « chérié » et des conseils cléricaux qui connaissent, d'après leur législation propre, des affaires ayant trait aux personnes, et l'organisation administrative des Wakfs généraux feront l'objet de règlements qu'édicterà le Parlement.

Article 16. — Les habitants doivent adresser, individuellement ou collectivement, leurs plaintes écrites, publiques et privées, aux autorités compétentes et aux Assemblées représentatives.

Article 17. — La formation des associations, la tenue des réunions et la fondation des sociétés peuvent se faire librement dans la limite des règlements spéciaux qui seront édictés par le Parlement.

Article 18. — Tous les domiciles sont inviolables. Il n'est permis de les forcer que dans les cas prévus par la loi.

Article 19. — Les biens des individus et des personnes morales sont garantis par la loi. Le Gouvernement ne peut exproprier un propriétaire que pour cause d'utilité publique et après avoir payé une indemnité, en conformité des règlements spéciaux.

Article 20. — La presse est libre dans les limites de la loi et ne peut être ni contrôlée, ni censurée avant sa publication.

Article 21. — Les principes d'enseignement et d'éducation dans les écoles gouvernementales ou privées doivent être les mêmes et s'inspirer, dans tous les pays syriens, de sentiments patriotiques.

Article 22. — L'enseignement primaire est obligatoire. Il est gratuit dans les écoles gouvernementales.

Article 23. — La fondation des écoles privées est libre dans les limites de la loi spéciale que le Parlement édictera à ce sujet.

Article 24. — Il est défendu d'astreindre qui que ce soit à payer une somme quelconque sous forme d'impôt, de droit, de secours ou autres à moins que cette obligation ne soit basée sur un article de la loi.

Article 25. — Les corvées et les réquisitions sont prohibées.

Article 26. — Personne ne peut être jugé que par les tribunaux établis par la loi.

Article 27. — L'exil pour raisons politiques est formellement interdit.

CHAPITRE IV

Article 28. — Le Gouvernement des pays syriens est constitué par un Ministère responsable de ses actes devant la Chambre des Députés.

Article 29. — Le Président du Conseil choisit les ministres et soumet leur nom au roi.

Article 30. — Tout ministère doit, dès sa formation, exposer son programme à la Chambre des Députés.

Article 31. — Chaque ministre est responsable de la gestion des affaires de son ministère vis-à-vis de la Chambre des Députés.

Article 32. — Aucun loi, ni règlement ne peut être promulgué que s'il est contresigné par le Président du Conseil et le Ministre chargé de son exécution, et revêtu de l'approbation du roi.

Article 33. — Tous les décrets doivent être contresignés par le Président du Conseil et le ministre chargé de leur exécution.

Article 34. — Aucun membre de la famille royale ne peut faire partie du Ministère.

Article 35. — L'armée, les forces navales, les affaires étrangères, les postes, télégraphes, douanes et téléphones, les chemins de fer, les ports, les phares, les mines, la frappe des monnaies, l'émission des timbres et des billets de banque, la fondation d'une banque officielle, la fabrication des armes, du matériel de guerre et des explosifs, la construction des routes d'intérêt général, relèvent exclusivement de la compétence du Gouvernement général.

Article 36. — Le Gouvernement général doit fonder des Universités pour l'enseignement des sciences et des arts, assumer leur direction et pourvoir à leurs dépenses. Il a le droit de veiller à ce que l'enseignement et l'éducation s'inspirent, dans tout le royaume, de principes identiques.

Article 37. — Le Gouvernement général établira l'unité des poids, des mesures de capacité et de longueur, de la valeur des monnaies sur la base du système décimal et fixera le prix des monnaies étrangères dans toutes les régions du royaume.

Article 38. — Sont affectés au budget général les recettes provenant du fermage des domaines et propriétés de l'Etat, les revenus des forêts publiques, les recettes des douanes, téléphones publics, télégraphes, postes et banque du gouvernement, les taxes sur les chameaux et les brebis, sur les monopoles, les concessions, les spiritueux, les mines, les ports, les phares, les timbres, les quarantaines, les vaisseaux, la pêche, les matières explosives et les recettes des chemins de fer, à l'exception de celui du Hedjaz et de ses embranchements qui font partie des Wakfs musulmans.

Article 39. — Le Gouvernement général ne peut vendre ni affermer les domaines de l'Etat qu'en vertu d'une loi spéciale protégeant les intérêts des cultivateurs et du pays.

Article 40. — Si des dangers ou des événements menaçant la sécurité publique surviennent dans le royaume durant les vacances du Parlement et que le temps matériel vienne à manquer pour le convoquer en vue d'édicter les lois qu'exige la situation, le Conseil des Ministres, doit prendre les décisions nécessaires et les mettre à exécution en vertu d'une loi approuvée par le roi, à condition toutefois que ces décisions soient soumises au Parlement dès sa première réunion.

Article 41. — En cas de révolte dans une des régions du royaume, de guerre ou de mobilisation générale, c'est au Gouvernement général à proclamer provisoirement la loi martiale, conformément au règlement spécial qui sera édicté par le Congrès, à condition toutefois qu'en cas de révolution elle ne soit applicable qu'à la région où le soulèvement aura lieu.

Article 42. — Tout ministre a le droit d'assister quand il le veut aux délibérations du Sénat et de la Chambre des Députés; il bénéficie d'un droit de priorité pour y prendre la parole.

Article 43. — Tout ministre doit répondre aux convocations du Sénat et de la Chambre des Députés et répondre aux interpellations qui lui sont adressées en fournissant soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de ses chefs de service, les explications demandées sur n'importe quelle question intéressant le fonctionnement de son département.

Article 44. — Un ministre perd son portefeuille quand interpellé sur une question devant la Chambre des Députés et les explications demandées fournies, il n'obtient pas la confiance de la majorité. La chute du Président entraîne celle de tout le Cabinet. Ministre ou Conseil des Ministres peuvent, sur leur responsabilité, demander de différer leur réponse.

Article 45. — Au cas où 5 députés adressent contre le Conseil des Ministres ou l'un des ministres une plainte au sujet d'une action engageant leur responsabilité, et si la majorité des deux tiers de la Chambre approuve l'ouverture d'une enquête à ce sujet, la Chambre transmettra cette plainte à une commission qui, désignée au sort, procédera à l'enquête, convoquera le ou les ministres et recueillera les explications qu'ils fourniront. Elle présentera ensuite son rapport à l'Assemblée. Si les deux tiers des membres approuvent la nécessité de la mise en jugement, l'affaire sera portée par devant la Haute-Cour. Une loi spéciale fixera la procédure à suivre dans cette mise en jugement.

Article 46. — Lorsque la Chambre des Députés décide de mettre en jugement le Conseil des Ministres ou l'un des ministres, celui-là tombe et celui-ci perd son portefeuille.

Article 47. — Aucune différence n'est faite entre un ministre et un particulier en matière de délits ordinaires, de droits privés et des garanties pécuniaires; il est dans ces cas passible des Tribunaux ordinaires.

CHAPITRE V

Le Parlement.

Article 48. — Le Parlement se compose du Sénat et de la Chambre des Députés.

Article 49. — Le Parlement se réunit le 1^{er} septembre de chaque année. La durée de la session est de 4 mois. Elle peut être prolongée et le Parlement peut être convoqué, en cas de besoin, en dehors des sessions régulières.

Article 50. — Le Parlement s'ouvre en présence des deux Chambres et de tout le Conseil des Ministres par un discours du roi, mentionnant tous les événements politiques et administratifs importants qui seront produits durant les vacances parlementaires et les mesures à prendre pour l'année suivante.

Article 51. — Le Sénat et la Chambre des Députés édicteront un règlement spécial réglementant leur organisation et leurs délibérations et éliront chaque année parmi leurs membres un président, deux vice-présidents, des secrétaires et un Conseil d'Administration.

Article 52. — Le Sénat et la Chambre des Députés examineront les « mazbata » d'élection de leurs membres respectifs, accepteront leur démission et déclareront déchus ceux dont la déchéance sera légalement établie.

Article 53. — Les délibérations du Sénat et de la Chambre des Députés sont publiques. Cependant elles pourront avoir lieu à huis clos si dix membres le proposent ou si le ministère le demande, et que la majorité de l'assemblée adhère à cette proposition.

Article 54. — Les membres des deux Assemblées sont libres d'exprimer à la tribune toutes leurs idées et observations, sans encourir aucune responsabilité de ce fait, à condition toutefois de se conformer au règlement intérieur de l'Assemblée.

Article 55. — Aucune des deux Assemblées ne pourra valablement délibérer en l'absence de plus de la moitié des membres. Les décisions seront prises à la majorité de voix des membres présents à la séance, sauf pour les questions où la majorité des deux tiers est requise.

Article 56. — Les opinions des membres pour les décisions à prendre seront émises soit par la désignation des noms, soit par un signe spécial, soit au scrutin secret. C'est la majorité qui décide s'il y a lieu de voter au scrutin secret.

Article 57. — Tout sénateur ou député accusé de haute trahison, et dont la mise en accusation a été reconnue nécessaire par les deux tiers de ses collègues, sera déféré devant la Haute-Cour.

Article 58. — Aucun sénateur ou député ne peut être arrêté ou jugé pour un crime ordinaire pendant la session du Parlement qu'avec l'assentiment des deux tiers de ses collègues. Exception est faite pour les flagrants délits. Il sera, dans ce cas, indispensable d'aviser immédiatement l'Assemblée à laquelle appartient ce membre.

Article 59. — Un sénateur ou un député ne pourra ni prendre des entreprises du Gouvernement général, du Gouvernement local ou des municipalités, ni passer avec eux des contrats de fournitures, ni prendre quelque concession que ce soit pour lui-même, ou en association avec des tiers.

Article 60. — Tout sénateur, député ou le Conseil des Ministres peut déposer des projets de loi et des projets d'amendements aux lois existantes. Les projets de loi ou d'amendements de loi sont soumis à la Chambre des Députés d'abord et au Sénat ensuite.

Article 61. — Les Codes civil, pénal, commercial et maritime, les lois concernant l'hygiène publique, les droits d'auteur et d'inventeur, la presse, l'enseignement officiel et privé, les associations, les réunions, les sociétés, l'émigration, l'assurance, la nationalité, l'unité des mesures de capacité et de longueur, des poids et des monnaies, les lois ouvrières, ainsi que les lois du Gouvernement général sont édictés par le Parlement et sont exécutoires dans tous les pays syriens.

Article 62. — Si une loi, après avoir été votée par la Chambre des Députés, a été amendée par le Sénat et renvoyée à la Chambre des Députés, que celle-ci persiste dans sa première opinion et que le Sénat ne revienne pas sur ses amendements la loi sera renvoyée une seconde fois à la Chambre des Députés; si la Chambre des Députés persiste à rejeter l'amendement une commission, composée d'un nombre égal de sénateurs et de députés, sera formée en vue de régler le différend; au cas où elle n'y parviendrait pas, la

décision de la Chambre des Députés sera exécutoire à condition qu'elle ait été approuvée par les deux tiers des membres. Quant à la loi du budget annuel le Sénat ne peut la renvoyer qu'une fois seule. Si la Chambre persiste dans sa première opinion la décision qu'elle aura prise sera exécutoire.

Article 63. — La Constitution ne peut être révisée qu'au cas où les deux tiers des membres du Sénat et les deux tiers de ceux de la Chambre des Députés le jugent utile. Le Sénat et la Chambre se réunissent alors en Assemblée constituante et décident à la majorité absolue des révisions à y apporter.

Article 64. — Les lois, adoptées par la Chambre des Députés et le Sénat, sont soumises au roi pour leur approbation et l'obtention de l'ordre de mise en vigueur. Si elles sont approuvées en un mois de temps, les lois deviennent définitivement exécutoires, sinon elles seront renvoyées à la Chambre des Députés accompagnées d'un document faisant ressortir les motifs qui nécessitent un nouvel examen. Le délai n'est que d'une semaine pour l'approbation ou le renvoi des lois déclarées urgentes.

Les lois renvoyées sont examinées une seconde fois par la Chambre des Députés et le Sénat et, après une nouvelle délibération, sont approuvées par le roi qui ordonnera leur mise en vigueur dans le délai fixé.

Article 65. — En dehors des membres des Chambres, les ministres ou leurs délégués ont seuls droit à la parole au Sénat ou à la Chambre.

Le Sénat.

Article 66. — La Chambre des Députés de chaque province élit un nombre de Sénateurs égal au quart du nombre de ses Députés à la Chambre générale et le roi en désigne un nombre égal à la moitié du nombre des sénateurs élus.

Article 67. — Si le nombre des députés de chaque province à la Chambre générale n'est pas parfaitement divisible par quatre il sera arrondi et le nombre des sénateurs à élire par la Chambre des Députés de la province sera fixé après cette opération.

De même, si le nombre des sénateurs élus par les provinces n'est pas parfaitement divisible par deux il sera arrondi et le nombre des sénateurs à désigner par le Roi sera fixé après cette opération.

Article 68. — Le nombre des sénateurs de la minorité sera égal au quart du nombre de ses représentants à la Chambre des Députés pour l'ensemble du royaume et le nombre des sénateurs de la minorité revenant à chaque province, sera calculé d'après ce chiffre total. Le Parlement édictera une loi spéciale relative au mode d'élection des Sénateurs de la minorité et à la répartition des sièges de Sénateur dans chaque province. Les mêmes proportions seront maintenues pour les sénateurs que désignera le Roi.

Article 69. — Le mandat de sénateur a une durée de neuf ans. Les sénateurs se renouvellent par tiers tous les trois ans. La désignation des premier et deuxième tiers à renouveler durant les 6 premières années aura lieu par tirage au sort, à condition que le premier tiers renouvelé soit exclu du second tirage. Le troisième tiers comprenant les Sénateurs ayant accompli leur mandat de 9 ans sera ensuite renouvelé. Un sénateur sortant, qu'il ait terminé la période normale de son mandat ou qu'il ait été désigné au sort, est rééligible.

Article 70. — Si le sort tombe sur les sénateurs nommés par le roi, il désignera leurs remplaçants; s'il tombe sur les Sénateurs élus, leurs provinces éliront leurs remplaçants.

Article 71. — Seuls, les Ministres peuvent cumuler avec leurs fonctions celles de sénateur.

Article 72. — Pour être sénateur, il faut remplir les conditions suivantes :

1^o Etre Syrien, avoir 40 ans révolus, n'avoir pas été condamné pour délit, n'être pas failli non réhabilité et n'avoir pas perdu ses droits civiques.

2^o Avoir déjà rempli une haute fonction administrative, militaire, politique ou judiciaire, avoir été député plusieurs fois réélu, ou jouir d'une certaine célébrité par sa science et sa vertu.

Article 73. — En cas de mort, de démission ou de déchéance, d'un Sénateur, son remplaçant sera élu par sa province, s'il appartient à la catégorie des sénateurs désignés.

Le mandat de ce nouveau sénateur expirera avec celui de son prédécesseur.

Chambre des Députés.

Article 74. — Les membres de la Chambre des Députés sont élus au scrutin secret par vote à deux degrés.

Article 75. — Les élections générales pour la Chambre des Députés auront lieu une fois tous les 4 ans. Elle commenceront le 1^{er} Juin et finiront à la mi-Août.

Article 76. — La durée du mandat est de 4 ans. Un Député sortant est rééligible.

Article 77. — Le mandat du député dure jusqu'à ce que les nouvelles élections soient terminées.

Article 78. — Les élections sont libres; le Gouvernement ne doit pas y intervenir ou les empêcher.

Article 79. — Tout Syrien qui a 20 ans révolus et qui n'a pas perdu ses droits civiques est électeur au premier degré. Tout diplôme des écoles supérieures bénéficiera de deux voix. Tout Syrien qui a 25 ans révolus, qui n'a pas perdu ses droits civiques, et qui n'a pas été condamné à un mois de prison ou plus, peut être électeur au second degré, pourvu qu'il sache lire et écrire et qu'il ne soit ni fonctionnaire, ni officier, ni domestique.

Article 80. — Peut être élu député tout Syrien qui a 30 ans révolus, qui n'a pas perdu ses droits civiques, qui n'est pas failli non réhabilité et qui n'a pas été condamné pour délit.

Article 81. — Ne prendront pas part aux élections les militaires en activité de service, quant à ceux qui sont en congé, ils peuvent y participer dans leurs circonscriptions électorales.

Article 82. — Un fonctionnaire ne peut ni être candidat, ni être élu député pour représenter le collège où il est fonctionnaire, que s'il donne sa démission au moins deux mois avant les élections.

Article 83. — Les officiers subalternes et les officiers supérieurs de l'Armée et de l'Etat-Major se trouvant en activité de service ne peuvent ni prendre part aux élections ni être élus députés que s'ils démissionnent avant les élections.

Article 84. — Seuls les Ministres peuvent cumuler avec leurs fonctions celles de député.

Article 85. — Une même personne ne peut cumuler les fonctions de député et de sénateur.

Article 86. — Tout député est censé représenter les syriens.

Article 87. — Il y aura un député par 40.000 Syriens habitant le pays. Au-dessous de ce chiffre-étalon, seule la fraction de 20.000 sera prise en considération.

Article 88. — Tout « Mudirieh » constituera un collège électoral. Celui dont la population ne dépassera pas 40.000 habitants et ne sera pas inférieur à 20.000, élira un seul député. Quant à celui dont la population n'atteindra pas le chiffre de 20.000 habitants, il sera rattaché au « Mudirieh » la plus voisin.

Article 89. — Toute province sera considérée pour les minorités comme formant un seul collège électoral, le chiffre-étalon est de 30.000 et au-dessous de ce nombre, la seule fraction à prendre en considération est celle de 15.000.

Article 90. — Tout groupe de deux cents électeurs du premier degré a le droit d'élire un délégué au second degré. Au-dessous de ce chiffre-étalon, la fraction à prendre en considération est celle de 100.

Article 91. — Les Mudiriehs se divisent en zones électorales, à condition que dans chacune d'elle le nombre des électeurs au premier degré ne soit pas inférieur à 200.

Article 92. — Une loi spéciale sera édictée pour indiquer la façon de procéder aux élections et à toutes les opérations accessoires qui en découlent, et établir la règle à observer pour l'élection des députés de la minorité.

Article 93. — En cas de mort ou déchéance d'un député, les électeurs au second degré de son collège électoral éliront son remplaçant. Le mandat du nouveau député expirera avec celui de son prédécesseur.

Article 94. — En cas de conflit entre la Chambre des Députés et le Conseil des Ministres, ce dernier tombe s'il n'obtient la confiance de la Chambre. Si le nouveau Conseil soutient la thèse du premier, le différend sera soumis au Sénat. Le Conseil devra se soumettre si ce dernier sanctionne l'opinion de la Chambre des Députés; s'il ne le fait pas, le Roi a le droit de dissoudre la Chambre, à condition que les élections à la nouvelle Chambre aient lieu dans l'espace de trois mois. Si celle-ci persiste dans l'opinion de la première Chambre, son avis prévaudra.

Article 95. — La durée du mandat de la nouvelle Chambre élue conformément à l'article 94 est de 4 années complètes, non compris la réunion tenue par cette Chambre après son élection pour achever la session annuelle durant laquelle l'ancienne Chambre a été dissoute.

Article 96. — Tout député peut demander la formation d'une commission de députés pour procéder à une enquête sur un événement important qui se serait produit dans quelque ministère, administration ou province. Si cette proposition est approuvée par la majorité, la commission sera formée. Elle présentera ensuite à la Chambre le résultat de son enquête et n'aura pas qualité pour s'immiscer dans les mesures exécutoires que ses conclusions entraînent.

CHAPITRE VI

La Haute Cour.

Article 97. — La Haute Cour sera constituée par décret du Roi et quand les circonstances l'exigeront. Elle se compose de 16 membres dont la moitié est prise au Sénat et l'autre moitié parmi les Conseillers de la Cour de Cassation ou des Cours d'appel. Ses membres seont désignés par le sort dans le sein de leur corps respectif.

Article 98. — La Haute Cour se divise en deux sections : un Chambre d'accusation qui sera composée de 7 membres, dont 4 sénateurs et 3 juges aux Cours d'appel ou de cassation, et un tribunal constitué par les neuf autres membres.

Article 99. — L'acte de mise en accusation doit être approuvé par six membres au moins de la Chambre d'accusation et l'arrêt par six membres au moins du tribunal.

Article 100. — L'arrêt rendu par la Haute Cour est irrévocable; il sera exécuté dans ses dispositions conformément aux lois établies.

CHAPITRE VII

Les Finances.

Article 101. — Le Gouvernement doit chaque année, au commencement de la session parlementaire, soumettre à la Chambre des Députés le budget de l'année suivante.

Article 102. — Le budget général fera l'objet d'une loi, où seront approximativement indiquées les recettes et les dépenses annuelles dans des articles groupés en Chapitres. Cette loi comprendra également d'autres articles ayant trait à la façon d'en disposer. La Chambre examinera un à un les articles et les chapitres et approuvera le budget chapitre par chapitre.

Article 103. — Le Gouvernement ne peut dépasser les limites fixées par le budget approuvé, si ce n'est dans des circonstances particulières qui exigeraient des dépenses non prévues par le budget et ce, durant les vacances des Chambres. Le Gouvernement pourra alors y pourvoir et engager la dépense en vertu d'une décision approuvée par le Roi, laquelle devra être soumise à la Chambre à sa plus prochaine session.

Article 104. — Tout budget annuel n'a force de loi que pour l'exercice de l'année en cours. Si la Chambre est dissoute avant l'approbation du budget, le Gouvernement, jusqu'à la réunion de la Chambre nouvelle, se conformera à la teneur du budget de l'année précédente, en vertu d'une décision approuvée par le Roi.

Article 105. — Le Gouvernement doit soumettre à la Chambre des Députés le compte définitif de chaque exercice durant l'exercice suivant. Ce compte exposera l'état des recettes réellement obtenues et des dépenses dûment faites et sera disposé en conformité des articles et des chapitres du Budget.

CHAPITRE VIII

La Cour des Comptes.

Article 106. — La Cour des Comptes se compose d'un Président et de 4 membres choisis par le Gouvernement dont la nomination devra être approuvée par la Chambre des Députés et confirmée par le Roi. Les membres de la Cour des Comptes sont nommés à vie et ne peuvent être ni mutés, ni révoqués sans l'assentiment des deux tiers des députés présents à la séance de la Chambre et l'approbation du Roi. Si dans l'exercice de leur charge ils commettent quelque infraction nécessitant leur mise en accusation, ils seront jugés par la Haute Cour après l'approbation des deux tiers des députés présents à la séance de la Chambre.

Article 107. — La Cour des Comptes examinera le compte général annuel du Gouvernement et les écritures des trésoriers payeurs. Elle contrôlera l'exécution du budget général et présentera chaque année à la Chambre des Députés, dès son ouverture, un rapport général où elle indiquera le résultat de l'examen et de l'enquête qu'elle a faits durant cette année. Tous les trois mois, elle présentera au Gouvernement général un rapport sur la situation financière et à la Chambre des Députés la copie de ce rapport.

Article 108. — L'organisation des bureaux de cette Cour, les qualités requises de ses membres, leurs attributions et toutes les règles en la matière feront l'objet d'une loi spéciale.

CHAPITRE IX

Les Fonctionnaires.

Article 109. — Les conditions requises pour être fonctionnaire du Gouvernement sont la nationalité syrienne, la compétence et le mérite.

Article 110. — Des lois générales sont édictées pour spécifier les attributions des fonctionnaires, leur classement, le mode de nomination et d'avancement et les limites de leur responsabilité.

Article 111. — Tout fonctionnaire est responsable de ses actes dans l'exercice de sa charge conformément aux lois et aux règlements en vigueur.

Article 112. — Un fonctionnaire ne peut être ni révoqué ni remplacé par un autre en dehors des cas prévus par les lois et les règlements.

Article 113. — Tout fonctionnaire doit obéir aux ordres de son chef tant que ces ordres ne sont contraire ni aux lois ni aux règlements.

CHAPITRE X

Les Tribunaux.

Article 114. — Les tribunaux sont indépendants et garantis contre toute atteinte.

Article 115. — La formation des tribunaux, leur classe-

ment, leurs fonctions et leur compétence seront indiqués dans une loi spéciale applicable à toutes les provinces.

Article 116. — Le choix des juges, leur nomination, leurs qualités requises, leurs grades ainsi que leur avancement et les sanctions dont ils sont passibles seront indiqués dans une loi spéciale applicable à toutes les provinces.

Article 117. — Un juge ne peut être révoqué ou puni qu'en vertu d'un jugement.

Article 118. — Les audiences des tribunaux sont publiques sauf celles pour lesquelles la loi autorise le huis clos.

Article 119. — Toute personne a le droit de se défendre dans les tribunaux par toutes les voies légales.

Article 120. — Les procès en cours entre les particuliers et les administrations officielles sont de la compétence de tribunaux ordinaires.

Article 121. — Il est défendu de constituer d'autres tribunaux que ceux prévus par la loi, ni de constituer des commissions, ayant pour but de juger, autres que les commissions d'arbitrage prévues par la loi.

Article 122. — Une même personne ne peut cumuler avec la fonction de juge une autre fonction officielle.

CHAPITRE XI

Les Provinces.

Article 123. — L'administration intérieure des provinces sera basée sur le principe de la décentralisation, sauf pour les affaires générales qui sont de la compétence du Gouvernement général comme cela est clairement exposé dans les articles de cette Constitution.

Article 124. — Toute province aura une Chambre des Députés qui examinera le Budget de la province, édictera conformément à ses besoins, les lois et les règlements locaux et contrôlera enfin les actes de son Gouvernement. Cette Chambre ne pourra édicter aucune loi contraire aux termes de cette Constitution et aux lois générales que le Congrès a seul le droit d'élaborer.

Article 125. — La division des provinces doit être faite sur les bases suivantes : aucune d'entre elles ne doit avoir une superficie inférieure à 25.000 km², et un nombre d'habitants inférieur à 15.000. Les limites naturelles et les intérêts économiques devront être pris en considération.

Article 126. — Les élections à la Chambre des Députés de la province seront à un seul degré. Les qualités exigées du député et de l'électeur au premier degré par les articles 79 et 80 de cette Constitution sont également requises pour l'élection des députés des Chambres provinciales, sauf pour ce qui est de l'âge du député de ces dernières qui est fixé à 25 ans au moins.

Article 127. — La durée du mandat de député de la Chambre provinciale est de 2 ans. Ce mandat est censé durer jusqu'à ce que les nouvelles élections soient terminées. Les députés sortant sont rééligibles.

Article 128. — Les députés des Chambres provinciales sont élus à raison de 1 député par 20.000 habitants. Au-dessous de ce chiffre-étalon, la fraction à prendre en considération est celle de dix mille.

Article 129. — Le nombre des députés de la minorité dans les Chambres des Députés de province sera fixé proportionnellement au total du nombre des habitants de cette minorité. Celle-ci aura un député par 15.000 habitants. Au-dessous de ce chiffre-étalon, la fraction à prendre en considération est celle de 7.500.

Article 130. — Les provinces édicteront les lois relatives à l'élection de leur Chambre des Députés.

Article 131. — Les élections aux Chambres des Députés provinciales auront lieu tous les deux ans, le premier juillet. Ces Chambres se réuniront le 1^{er} Septembre de chaque année. Leur session durera deux mois et pourra être prolongée sur la demande du Gouverneur ou de 7 députés, pourvu que cette demande soit approuvée par les 2/3 des députés présents à la séance.

Article 132. — Les lois votées par les Chambres des Députés provinciales seront soumises par l'intermédiaire du Gouverneur général au Roi, qui les approuvera et les rendra exécutoires. Elles devront être approuvées et renvoyées aux provinces dans le délai d'un mois.

Article 133. — Si les propositions de lois soumises par les provinces sont renvoyées sans avoir été approuvées par le Roi pour la raison qu'elles sont contraires à la Constitution ou aux lois générales, la Chambre des Députés de la province les examinera à nouveau. Si elle persiste dans les termes de la proposition et que cette dernière n'obtienne pas pour la seconde fois l'approbation du Roi,

le Sénat en décidera en définitive. La seconde proposition doit être approuvée ou transmise au Sénat dans un délai de deux semaines. Quant à la loi budgétaire, elle doit être approuvée ou renvoyée pour la première fois dans un délai de deux semaines. Pour la seconde fois elle doit être approuvée ou transmise au Sénat dans le délai d'une semaine seulement.

Article 134. — La Chambre des Députés provinciale édictera son règlement intérieur et choisira tous les ans son Président, ses 2 Vice-Présidents, ses secrétaires et son Conseil d'Administration.

Article 135. — La Province est administrée par un Gouverneur général nommé par le Roi. Ce Gouverneur doit être Syrien-Arabe, possédant les qualités requises pour être membre du Sénat.

Article 136. — Le Gouverneur Général nommera les Chefs des principaux services de la Province, excepté ceux relevant du Gouvernement général, il confirmera la nomination des fonctionnaires en vertu des règlements spéciaux édictés à cet effet. Il a également le droit de contrôle sur les services relevant du Gouvernement général.

Article 137. — Le Gouverneur Général est chargé d'administrer la province, de l'exécution du budget et des lois.

Article 138. — Le Gouverneur Général présentera chaque année à la Chambre des Députés de la Province un rapport général sur les travaux accomplis par le Gouvernement de la province pendant le cours de l'année et sur ceux à accomplir pour l'année suivante. Il présentera au Gouvernement Général une copie de ce rapport.

Article 139. — En cas de conflit entre le Gouverneur Général et la Chambre des Députés de la Province, c'est au Sénat d'en décider en dernier ressort. Le Sénat peut, s'il le juge à propos, demander la révocation du Gouverneur.

Article 140. — Si le Gouverneur Général, dans l'exercice de ses fonctions, commet une faute entraînant sa mise en jugement, il sera jugé par la Haute Cour.

Article 141. — Le Gouverneur Général et les députés de la province ont le droit de faire des propositions de lois à la Chambre des Députés de la province.

Article 142. — Dans le cas où 7 députés de la province demanderaient la formation d'une commission de députés pour enquêter sur un fait important qui surviendrait dans

l'un quelconque des services du Gouvernement ou dans quelque partie de la province et que cette demande soit acceptée par la majorité, la commission sera formée et commencera son travail. Elle soumettra les conclusions de son enquête à la Chambre, sans pouvoir prendre de mesures d'exécution.

Article 143. — Si un des membres de la Chambre des députés de la province est accusé de trahison envers la patrie et que sa mise en jugement soit décidée par les deux tiers de ses collègues, il sera jugé par la Haute Cour.

Article 144. — Les provinces ont le droit d'organiser les tribunaux à tous les degrés.

Article 145. — La province sera divisée administrativement en « Mutessarifiés » et en « Mudiriehs ». La Chambre des Députés de la province établira un règlement spécial relatif à leur organisation respective, à leurs attributions et tout ce qui en découle pour l'organisation des villages, la nomination des maires et de leurs fonctions.

CHAPITRE XII

Dispositions diverses.

Article 146. — Le Parlement édictera un règlement relatif au mode d'administration des tribus et à la solution des différends qui surviendraient entre elles.

Article 147. — Toute province édictera une loi pour l'organisation de ses municipalités sur la base du système électoral. Cette loi indiquera les attributions de ces assemblées.

Article 148. — Les lois actuelles resteront en vigueur jusqu'à modification ou abrogation.

Pour traduction conforme

Beyrouth, le 26-8-20.

*Le Chef du Bureau Politique
et du Drogmanat*

Signé : L. MERCIER.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER. — L'occupation	7
CHAPITRE II. — De l'administration ottomane à l'administration chérifienne. ..	19
CHAPITRE III. — L'administration centrale de la zone Est	29
CHAPITRE IV. — Fayçal, protecteur de la Syrie	41
CHAPITRE V. — Les élections au Congrès syrien ..	51
CHAPITRE VI. — Le Congrès syrien et le Régime de l'occupation militaire	65
CHAPITRE VII. — Le gouvernement chérifien	81
CHAPITRE VIII. — Le Royaume de Syrie. Le Congrès Assemblée constituante	95
CHAPITRE IX. — La Constitution syrienne	107
CHAPITRE X. — Le gouvernement chérifien contre le mandat français	121
BIBLIOGRAPHIE	133
ANNEXE : Le projet de Constitution	135
